



Chapitre S-5

LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

§1. — Définitions

- Interprétation: **I.** Dans la présente loi et les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:
- «établissement»: a) «établissement»: un centre local de services communautaires, un centre hospitalier, un centre de réadaptation fonctionnelle, un centre de services sociaux ou un centre d'accueil;
- «établissement public»: b) «établissement public»: un établissement visé aux articles 10 et 11;
- «établissement privé»: c) «établissement privé»: un établissement visé aux articles 12 et 13;
- «établissement privé conventionné»: d) «établissement privé conventionné»: un établissement privé qui a conclu avec le ministre une convention prévue à l'article 177;
- «établissement affilié à une université»: e) «établissement affilié à une université»: un établissement qui a conclu avec une université un contrat visé à l'article 125;
- «conseil régional»: f) «conseil régional»: un conseil de la santé et des services sociaux institué en vertu de la présente loi;
- «centre local de services communautaires»: g) «centre local de services communautaires»: une installation autre qu'un cabinet privé de professionnel où on assure à la communauté des services de prévention et d'action sanitaires et sociales, notamment en recevant ou visitant les personnes qui requièrent pour elles ou leurs familles des services de santé ou des services sociaux courants, en leur prodiguant de tels services, en les conseillant ou, si nécessaire, en les dirigeant vers les établissements les plus aptes à leur venir en aide;
- «centre hospitalier»: h) «centre hospitalier»: une installation où l'on reçoit des personnes pour fins de prévention, de diagnostic médical, de traitement médical, de réadaptation, physique ou mentale, à l'exclusion toutefois d'un cabinet privé de professionnel et d'une infirmerie où une institution religieuse ou d'enseignement reçoit les membres de son personnel ou ses élèves;

- «centre de réadaptation fonctionnelle»; i) «centre de réadaptation fonctionnelle»: une installation où l'on reçoit des personnes dont l'autonomie physique est diminuée au point qu'elles doivent recevoir des services intensifs de réadaptation pour une période définie;
- «centre de services sociaux»; j) «centre de services sociaux»: une installation où on fournit des services d'action sociale en recevant ou visitant les personnes qui requièrent pour elles ou leurs familles des services sociaux spécialisés et en offrant aux personnes qui font face à des difficultés d'ordre social l'aide requise pour les secourir, notamment en mettant à leur disposition des services de prévention, de consultation, de traitement psychosocial ou de réadaptation, d'adoption, de placement d'enfants ou de personnes âgées, à l'exclusion toutefois d'un cabinet privé de professionnel;
- «centre d'accueil»; k) «centre d'accueil»: une installation où on offre des services internes, externes ou à domicile pour, le cas échéant, loger, entretenir, garder sous observation, traiter ou permettre la réintégration sociale des personnes dont l'état, en raison de leur âge ou de leurs déficiences physiques, caractérielles, psychosociales ou familiales, est tel qu'elles doivent être soignées, gardées en résidence protégée ou, s'il y a lieu, en cure fermée ou traitées à domicile, y compris une pouponnière ou une garderie d'enfants, mais à l'exception d'une famille d'accueil, d'une colonie de vacances ou autre installation similaire ainsi que d'une installation maintenue par une institution religieuse pour y recevoir ses membres ou adhérents;
- «cabinet privé de professionnel»; l) «cabinet privé de professionnel»: un endroit situé ailleurs que dans un établissement où un ou plusieurs médecins, dentistes ou autres professionnels, individuellement ou en groupe, pratiquent habituellement leur profession à titre privé et à leur seul compte;
- «ministre»; m) «ministre»: le ministre des affaires sociales;
- «règlement»; n) «règlement»: tout règlement adopté en vertu de la présente loi par le gouvernement;
- «famille d'accueil»; o) «famille d'accueil»: une famille qui prend charge d'un ou plusieurs adultes ou enfants, d'un nombre maximum de neuf, qui lui sont confiés par l'entremise d'un centre de services sociaux;
- «bénéficiaire»; p) «bénéficiaire»: toute personne à qui sont fournis des services de santé ou des services sociaux par un établissement ou une famille d'accueil;
- «usager»; q) «usager»: toute personne qui détient une carte ou est inscrite à un registre, démontrant qu'un établissement lui a fourni des services depuis moins de deux ans, à l'exclusion toutefois d'une personne employée par ledit établissement ou par un autre établissement de même catégorie ou exerçant des fonctions pour le compte dudit établissement ou d'un autre établissement de même catégorie ainsi que, le cas échéant, d'une personne membre d'une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente loi et propriétaire des actifs immobiliers de l'établissement;
- «Commission». r) «Commission»: la Commission des affaires sociales instituée

Personnel clinique. par la Loi sur la Commission des affaires sociales (chapitre C-34).
Aux fins de la présente loi, est considérée comme faisant partie du personnel clinique d'un établissement toute personne, y compris un médecin ou un dentiste, qui est détentrice d'un diplôme de niveau collégial ou universitaire et qui occupe pour l'établissement des fonctions dans le secteur d'activités couvert par ce diplôme et reliées directement aux services de santé, aux services sociaux, à la recherche ou à l'enseignement ainsi que les personnes qui exercent pour l'établissement des activités professionnelles d'infirmières ou infirmiers auxiliaires.

Exception. Toutefois, les médecins et dentistes, autres que les cadres de l'établissement, ne sont pas considérés comme faisant partie du personnel.

1971, c. 48, a. 1; 1974, c. 42, a. 1; 1977, c. 48, a. 1.

§2. — *Application*

Application. **2.** La présente loi et les règlements s'appliquent à tout établissement quelle que soit la loi qui le régit et nonobstant toute loi générale ou spéciale.

Exception. Toutefois ils ne s'appliquent pas aux activités bénévoles supportées principalement par des souscriptions publiques, aux activités d'animation sociale, d'information populaire ou d'entraide sociale ni aux autres activités qui sont prévues par les règlements, lorsque ces activités ne sont pas exercées sous l'autorité d'un établissement.

Exception. Ils ne s'appliquent pas non plus aux établissements psychiatriques pour détenus visés par la Loi sur la protection du malade mental (chapitre P-41).

1971, c. 48, a. 2; 1972, c. 44, a. 66.

Pouvoirs du ministre. **3.** Le ministre exerce les pouvoirs que la présente loi lui confère de façon:

a) à améliorer l'état de santé de la population, l'état du milieu social dans lequel elle vit et les conditions sociales des individus, des familles et des groupes;

b) à rendre accessible à toute personne, d'une façon continue et pendant toute sa vie, la gamme complète des services de santé et des services sociaux, y compris la prévention et la réadaptation, de façon à répondre aux besoins des individus, des familles et des groupes aux plans physique, psychique et social;

c) à encourager la population et les groupes qui s'y forment à participer à l'instauration, à l'administration et au développement des établissements de façon à assurer leur dynamisme et leur renouvellement;

d) à mieux adapter les services de santé et les services sociaux aux besoins de la population en tenant compte des particularités régionales et à répartir entre ces services les ressources humaines et financières de la façon la plus juste et rationnelle possible;

e) à favoriser le recours aux méthodes modernes d'organisation et de gestion pour rendre plus efficaces les services offerts à la population;

f) à promouvoir la recherche et l'enseignement.

1971, c. 48, a. 3.

§3.—*Droit aux services de santé et aux services sociaux*

Droit aux services. **4.** Toute personne a droit de recevoir des services de santé et des services sociaux adéquats sur les plans à la fois scientifique, humain et social, avec continuité et de façon personnalisée, compte tenu de l'organisation et des ressources des établissements qui dispensent ces services.

Sortie après congé. Dès qu'il reçoit son congé d'un médecin ou dentiste, le bénéficiaire doit quitter l'établissement qui l'héberge.

Cessation d'hébergement. Un établissement ne peut cesser d'héberger un bénéficiaire qui a reçu son congé à moins que l'état de celui-ci ne permette son retour à domicile ou qu'une place ne lui soit assurée dans un autre établissement où il pourra recevoir les services nécessités par son état.

1971, c. 48, a. 4; 1974, c. 42, a. 2.

Discrimination interdite. **5.** Les services de santé et les services sociaux doivent être accordés sans distinction ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, la langue, l'ascendance nationale, l'origine sociale, les moeurs ou les convictions politiques de la personne qui les demande ou des membres de sa famille.

1971, c. 48, a. 5.

Liberté de choix. **6.** Sous réserve de l'article 5 et de toute autre disposition législative applicable, rien dans la présente loi ne limite la liberté qu'a une personne qui réside au Québec de choisir le professionnel ou l'établissement duquel elle désire recevoir des services de santé ou des services sociaux, ni la liberté qu'a un professionnel d'accepter ou non de traiter cette personne.

1971, c. 48, a. 6.

Dossiers confidentiels. **7.** Sont confidentiels les dossiers médicaux des bénéficiaires dans un établissement. Nul ne peut en donner ou recevoir communication

Examen de dossier permis.	<p>écrite ou verbale ou y avoir autrement accès, même aux fins d'une enquête, si ce n'est avec l'autorisation expresse ou implicite du bénéficiaire, ou encore sur l'ordre du tribunal ou dans les autres cas prévus par la loi ou les règlements. Il en est de même des dossiers des bénéficiaires qui reçoivent des services sociaux d'un établissement.</p> <p>Toutefois un professionnel peut prendre connaissance d'un tel dossier pour fins d'étude, d'enseignement ou de recherche, avec l'autorisation du directeur des services professionnels de l'établissement qui a la garde du dossier ou, faute d'un tel directeur, avec l'autorisation du directeur général.</p>
Requête pour examiner un dossier.	<p>Un bénéficiaire à qui l'établissement interdit l'accès à son dossier ou refuse de lui en donner la communication écrite ou verbale peut, par requête sommaire, s'adresser à un juge de la Cour supérieure, de la Cour provinciale, de la Cour des sessions ou de la Cour de bien-être social ou à la Commission pour obtenir l'accès à celui-ci ou pour en obtenir communication, selon le cas.</p>
Ordre du juge.	<p>Le juge ordonne à cet établissement de donner à ce bénéficiaire l'accès à son dossier ou de lui en donner communication, selon le cas, à moins qu'il ne soit d'avis qu'il serait gravement préjudiciable à la santé de ce bénéficiaire de prendre connaissance de son dossier.</p>
Transmission de copie de dossier.	<p>Un bénéficiaire a droit d'obtenir que l'établissement fasse parvenir à un autre établissement ou à un médecin ou dentiste qu'il désigne une copie, un extrait ou un résumé de son dossier, conformément aux règlements.</p>

1971, c. 48, a. 7; 1974, c. 42, a. 3; 1975, c. 61, a. 1; 1977, c. 48, a. 2.

- «Bénéficiaire».
- 8.** Aux fins de l'article 7, le mot «bénéficiaire» inclut:
- a) les héritiers et représentants légaux d'un bénéficiaire;
 - b) le mineur âgé de quatorze ans ou plus;
 - c) le titulaire de l'autorité parentale relativement au dossier d'un mineur;
 - d) la personne ayant droit au paiement d'une prestation en vertu d'une police d'assurance sur la vie d'un bénéficiaire.

1974, c. 42, a. 4; 1977, c. 48, a. 3.

§4.—*Caractère public ou privé des établissements*

- Nature. **9.** Tout établissement est public ou privé.

1971, c. 48, a. 8.

- Établissement public. **10.** Est un établissement public:
- a) tout établissement constitué en vertu de la présente loi ou

résultant d'une fusion ou d'une conversion faite en vertu de la présente loi;

b) tout centre hospitalier, centre de réadaptation fonctionnelle ou centre de services sociaux qui est maintenu par une corporation sans but lucratif;

c) tout établissement qui utilise pour ses fins des actifs immobiliers qui sont la propriété d'une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente loi.

1971, c. 48, a. 9; 1974, c. 42, a. 5; 1977, c. 48, a. 4.

Établissement public. **11.** Est aussi un établissement public, sous réserve de l'article 12, tout centre d'accueil qui est maintenu par une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation visée à l'article 10.

1971, c. 48, a. 10; 1974, c. 42, a. 6.

Établissement privé. **12.** Toutefois, un centre d'accueil qui est maintenu par une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation résultant d'une fusion ou d'une conversion faite en vertu de la présente loi est un établissement privé:

a) s'il est aménagé pour recevoir à la fois au plus vingt personnes; ou

b) s'il était déjà constitué le premier janvier 1974 et s'il fonctionne sans avoir recours à des sommes d'argent provenant du fonds consolidé du revenu ou si ces sommes ne couvrent pas plus de 80 pour cent des montants nets qu'il recevrait s'il était un établissement public au titre de ses dépenses courantes de fonctionnement; ou

c) s'il fonctionne suivant une formule coopérative qui est prévue par les règlements; ou

d) s'il s'agit d'une garderie d'enfants.

1971, c. 48, a. 11; 1974, c. 42, a. 7.

Autre établissement. **13.** Tout autre établissement est un établissement privé.

1971, c. 48, a. 12.

SECTION II

CONSEILS DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

§1. — *Formation et pouvoirs*

Institution. **14.** Le gouvernement peut instituer un conseil de la santé et des services sociaux pour chaque région du Québec qu'il détermine.

1971, c. 48, a. 13.

Nom. **15.** Le nom de tout conseil régional doit comprendre l'expression «conseil de la santé et des services sociaux» et indiquer la région pour laquelle ce conseil est institué.

1971, c. 48, a. 14.

Pouvoir d'une corporation. **16.** Tout conseil régional est une corporation au sens du Code civil et il peut, dans le cadre des normes établies à cette fin par les règlements, exercer tous les pouvoirs d'une telle corporation en outre des pouvoirs spéciaux que lui confère la présente loi.

Emprunt, hypothèque. Il peut notamment emprunter et hypothéquer ses biens immeubles.

1971, c. 48, a. 15.

Création de commissions. **17.** Un conseil régional peut, par règlement:

a) créer les commissions nécessaires à la poursuite de ses fins, y compris des commissions administratives;

b) déterminer leur composition, leurs fonctions, devoirs et pouvoirs, les modalités d'administration de leurs affaires, les règles de leur régie interne et leur financement;

c) déterminer le mode de nomination, les qualifications, les fonctions, devoirs et pouvoirs, la durée du mandat et le mode de destitution de leurs membres.

Approbation. Un tel règlement doit être soumis à l'approbation écrite du ministre.

1977, c. 48, a. 5.

Fonctions. **18.** Un conseil régional a pour fonctions principales:

a) de susciter la participation de la population à la définition de ses propres besoins en matière de services de santé et de services sociaux ainsi qu'à l'administration et au fonctionnement des établissements qui dispensent ces services;

b) d'assurer des communications soutenues entre le public, le ministre et ces établissements;

c) de recevoir et entendre les plaintes des personnes auxquelles un établissement situé dans la région pour laquelle le conseil régional est institué n'a pas fourni les services de santé et les services sociaux que la présente loi leur donne droit de recevoir, et de faire à l'établissement en cause et au ministre les recommandations qu'il juge appropriées à ce sujet;

d) de conseiller et assister les établissements dans l'élaboration de leurs programmes de développement et de fonctionnement des services de santé et des services sociaux et d'assumer les fonctions que le ministre lui confie pour l'exécution de tels programmes;

e) de promouvoir l'échange, l'élimination des dédoublements et une meilleure répartition des services dans la région ainsi que la mise en place de services communs à ces établissements et, suivant les circonstances, d'établir, de maintenir et d'administrer de tels services communs;

f) d'adresser au ministre, au moins une fois par année, ses recommandations aux fins d'assurer une répartition adéquate sur son territoire des ressources consacrées aux services de santé et aux services sociaux et la meilleure utilisation possible des ressources disponibles.

1971, c. 48, a. 16; 1977, c. 48, a. 6.

Avis sur suite donnée à recommandation.

19. Le directeur général d'un établissement qui reçoit une recommandation adressée par un conseil régional conformément au paragraphe c de l'article 16, doit, au plus tard 30 jours après la réception de cette recommandation, faire savoir par écrit au conseil régional quelle suite l'établissement a donnée à la recommandation.

Requête si mise en péril de droits.

Si le conseil régional est d'avis que les droits du plaignant ou des autres personnes qui se trouveront éventuellement dans la même situation que le plaignant risquent d'être mis en péril à cause de l'attitude de l'établissement visé, il peut adresser à la Commission une requête à laquelle il est donné suite conformément à la Loi sur la Commission des affaires sociales (chapitre C-34).

1974, c. 42, a. 8.

Règlements pour élection des membres.

20. Un conseil régional a aussi pour fonction de réglementer et surveiller l'élection des membres des conseils d'administration des établissements, lorsque la présente loi pourvoit à une telle élection.

Contenu.

Tout règlement adopté par un conseil régional en vertu du présent article doit porter sur la procédure à suivre à une telle élection et prévoir une période de votation d'au moins quatre heures pour les membres de chacun des collèges électoraux visés aux articles 78 à 82.

Approbation.

Un tel règlement doit être soumis à l'approbation du gouvernement; s'il reçoit cette approbation, il entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

1971, c. 48, a. 17; 1974, c. 42, a. 9.

Procédure de nomination. **21.** Un conseil régional détermine, par règlement auquel s'applique le troisième alinéa de l'article 20, la procédure qui doit être suivie pour la nomination des membres des conseils d'administration des établissements lorsque ces membres doivent, en vertu de la présente loi, être nommés conjointement par plusieurs établissements ou organismes.

1971, c. 48, a. 18.

Fonctions exercées par ministre. **22.** À défaut de conseil régional dans une région ou à défaut par un conseil régional d'exercer les fonctions qui lui sont attribuées par les articles 20 et 21, ces fonctions sont exercées par le ministre.

1971, c. 48, a. 19; 1974, c. 42, a. 10.

Séance publique. **23.** Tout conseil régional doit tenir au moins une fois par année une séance publique d'information à laquelle est invitée à participer la population de la région pour laquelle ce conseil est institué.

Réponse aux questions. Les membres du conseil d'administration y compris le directeur général doivent alors répondre aux questions qui leur sont adressées relativement aux fonctions que le conseil régional assume et aux relations qu'il entretient avec les établissements de la région pour laquelle il est institué.

Séance et élections le même jour. La séance annuelle d'information tenue en vertu du présent article et les élections ou nominations visées à l'article 24 peuvent avoir lieu le même jour.

1971, c. 48, a. 20; 1974, c. 42, a. 11.

§2. — *Conseil d'administration*

Composition. **24.** Les pouvoirs d'un conseil régional sont exercés par un conseil d'administration formé de vingt-deux membres y compris le directeur général.

Mandat des membres. Quatre des membres sont élus pour deux ans par les maires des municipalités de la région pour laquelle le conseil régional est institué et deux sont nommés pour deux ans par le gouvernement après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs de la région.

Mandat des membres. Les autres membres sont nommés pour deux ans par les organismes suivants de cette région:

- a) deux par les universités;
- b) un par les collèges d'enseignement général et professionnel;
- c) trois par les centres locaux de services communautaires;
- d) trois par les centres hospitaliers;
- e) trois par les centres de services sociaux;

	<i>f)</i> trois par les centres d'accueil.
Nomination par gouvernement.	À défaut de l'une de ces catégories d'organismes dans la région ou si l'élection ou la nomination d'un membre n'a pas lieu, le gouvernement fait la nomination après consultation du conseil d'administration du conseil régional.
Services exclusifs.	Les membres visés aux paragraphes <i>a</i> et <i>b</i> et deux des membres visés aux paragraphes <i>c</i> à <i>f</i> du troisième alinéa ne doivent pas occuper un emploi, ni avoir une occupation dans un établissement sauf celle d'administrateur.
Procédure.	La procédure qui doit être suivie pour l'élection ou la nomination de ces membres est déterminée par règlement.
Requête en contestation d'élection.	Toute personne intéressée peut loger devant la Commission une requête en contestation ou annulation de toute élection ou nomination faite en vertu du présent article.
Décision.	La Commission peut confirmer ou annuler l'élection ou la nomination d'un membre, ou déclarer une autre personne dûment élue.
Nouvelle élection ou nomination.	Quand la Commission annule l'élection d'un membre sans déclarer une autre personne dûment élue ou quand la Commission annule la nomination d'un membre, une nouvelle élection doit être tenue ou une nouvelle nomination effectuée sans délai.
Fonctions continuées.	Le membre ainsi élu ou nommé reste en fonction pour la durée non écoulée du mandat du membre dont l'élection ou la nomination a été annulée.
	1971, c. 48, a. 21; 1974, c. 42, a. 12; 1977, c. 48, a. 7.
Mandat de membres nommés.	25. Huit des premiers membres du conseil d'administration d'un conseil régional, autres que ceux qui sont élus par les maires, sont nommés pour un an.
Tirage au sort.	Ces membres sont désignés par tirage au sort lors de la première assemblée du conseil d'administration du conseil régional.
	1971, c. 48, a. 22.
Renouvellement.	26. Le mandat des membres du conseil d'administration autres que ceux qui sont élus par les maires des municipalités ne peut être renouvelé consécutivement qu'une seule fois.
	1971, c. 48, a. 23.
Indemnisation.	27. Les membres du conseil d'administration d'un conseil régional ne reçoivent aucun traitement à ce titre; ils peuvent être indemnisés, conformément aux règlements, de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées.
	1971, c. 48, a. 24.

- Fonctions continuées. **28.** Les membres du conseil d'administration d'un conseil régional restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés ou élus de nouveau ou remplacés.
1971, c. 48, a. 25.
- Vacance. **29.** Toute vacance parmi les membres du conseil d'administration d'un conseil régional autres que le directeur général est comblée, pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer, par les membres du conseil d'administration restant en fonction.
1971, c. 48, a. 26; 1974, c. 42, a. 13.
- Président, vice-président. **30.** Les membres du conseil d'administration d'un conseil régional réunis en assemblée générale élisent parmi eux, chaque année, le président et le vice-président du conseil régional.
- Vote prépondérant. Au cas d'égalité des voix à une assemblée des membres du conseil d'administration, le président a un vote prépondérant.
1971, c. 48, a. 27.
- Conflit d'intérêt. **31.** Aucun membre du conseil d'administration d'un conseil régional ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui du conseil régional.
- Exception. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.
1971, c. 48, a. 28.

§3.— *Comité administratif*

- Institution. **32.** Le conseil d'administration de tout conseil régional doit, par règlement, établir un comité administratif et déterminer les fonctions, pouvoirs et devoirs de ce comité.
- Composition. Le comité administratif est formé du président du conseil d'administration, qui le préside, du directeur général et de trois membres du conseil d'administration nommés annuellement par les membres de ce conseil réunis en assemblée générale.
1971, c. 48, a. 29.

- Indemnisation. **33.** Les membres du comité administratif ne reçoivent aucun traitement à ce titre; ils peuvent être indemnisés, conformément aux

règlements, de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées.
1971, c. 48, a. 30.

Fonctions continuées. **34.** Les membres du comité administratif demeurent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés, pourvu qu'ils demeurent membres du conseil d'administration.

1971, c. 48, a. 31; 1974, c. 42, a. 14.

Vacance. **35.** Toute vacance parmi les membres du comité administratif est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de ce dernier.

1971, c. 48, a. 32.

§4. — *Directeur général et personnel*

Administration. **36.** Le directeur général dirige et coordonne toute l'administration du conseil régional dans le cadre de ses règlements.

1971, c. 48, a. 33.

Services exclusifs. **37.** Le directeur général doit s'occuper exclusivement du travail du conseil régional et des devoirs de sa fonction.

1971, c. 48, a. 34.

Nominations, rémunération. **38.** Le directeur général, le secrétaire ainsi que les autres employés d'un conseil régional sont nommés par le conseil d'administration; ils sont rémunérés suivant les normes et barèmes établis à cette fin par règlement.

Abstention du directeur général. Lorsque le conseil d'administration discute ou décide de la destitution, de la rémunération, du renouvellement d'engagement et des autres conditions de travail du directeur général, celui-ci s'abstient de siéger.

1971, c. 48, a. 35; 1974, c. 42, a. 15.

§5. — *Dispositions diverses*

Authenticité des procès-verbaux. **39.** Les procès-verbaux des séances approuvés par un conseil ré-

gional sont authentiques; il en est de même des copies ou extraits certifiés par le président du conseil régional ou son secrétaire.

1971, c. 48, a. 36.

Signature d'actes. **40.** Nul acte, document ou écrit n'engage un conseil régional, ni ne peut être attribué à un conseil régional s'il n'est signé par le président, le directeur général, le secrétaire ou par un employé du conseil régional mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du conseil régional.

1971, c. 48, a. 37.

Rapport annuel. **41.** Tout conseil régional doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre un rapport de son activité pour l'année se terminant le 31 mars précédent. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire. Il est déposé devant l'Assemblée nationale dans les trente jours si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.

Renseignements. Un conseil régional doit, en outre, fournir en tout temps au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.

1971, c. 48, a. 38; 1977, c. 48, a. 8.

SECTION III

DISPOSITIONS APPLICABLES À LA RÉGION 10A VISÉE À LA CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

Interprétation: **42.** Dans la présente section, on entend par:
«Administration régionale»: a) «Administration régionale»: l'Administration régionale créée en vertu du chapitre 13 de la Convention;
«Convention». b) «Convention»: la Convention déposée sur le bureau du secrétaire de l'Assemblée nationale, le 9 juin 1976, à titre de documents de la session portant les numéros 101 et 102.

1977, c. 48, a. 9.

Conseil de la santé et des services sociaux. **43.** Le gouvernement peut délimiter le territoire de la région 10A, le subdiviser en secteurs et instituer un conseil de la santé et des services sociaux pour ladite région.

Exercice des attributions du conseil. Les droits, pouvoirs, privilèges et obligations de ce conseil sont exercés par le conseil de l'administration régionale.

Ordonnance de l'administration régionale. Nonobstant les dispositions de l'article 2(9) de l'annexe 2 du cha-

pitre 12 et de l'article 2(9) de l'annexe 2 du chapitre 13 de la Convention, toute ordonnance de l'administration régionale adoptée aux termes de la présente section s'applique dans tout le territoire de l'administration régionale et son application n'est pas restreinte aux municipalités sous sa juridiction.

Fonctions, pouvoirs et
devoirs. Exercice.

Les fonctions, pouvoirs et devoirs du comité administratif, du directeur général et du personnel du conseil de la santé et des services sociaux visé au présent article sont respectivement exercés par le comité exécutif, le chef de la direction des services de santé et des services sociaux et les fonctionnaires de l'administration régionale.

1977, c. 48, a. 9.

Composition.

44. Nonobstant les articles 78 à 82, les pouvoirs d'un établissement public appartenant aux catégories énumérées aux paragraphes *a*, *b*, *d* et *e* du premier alinéa de l'article 64 et situé dans un secteur de la région 10A, sont exercés par un conseil d'administration formé des membres suivants:

a) un représentant de chaque municipalité du secteur, élu pour trois ans par celle-ci;

b) trois personnes élues pour trois ans par les membres du conseil consultatif du personnel clinique constitué dans l'établissement et choisies parmi les membres de ce conseil, avec maximum d'un représentant pour chaque corporation professionnelle;

c) une personne élue pour trois ans par l'ensemble des membres du personnel non clinique de l'établissement et choisie parmi ces membres;

d) le directeur du département de santé communautaire d'un centre hospitalier, d'une agence relevant du Conseil de la santé et des services sociaux de la région 10A ou d'un centre hospitalier avec lequel ledit conseil a passé un contrat de services ou le délégué de ce directeur ou encore le directeur des services professionnels ou son délégué, ces personnes étant nommées par le Conseil de la santé et des services sociaux de la région 10A s'il y a plus d'un tel centre hospitalier;

e) le directeur des services de santé et des services sociaux de l'administration régionale ou son délégué;

f) le directeur général de l'établissement.

Habilité à être élue et à
voter.

Seule une personne habilitée à occuper une charge municipale et à exercer un droit de vote conformément aux articles 13 à 15 et 45 à 47 de l'annexe 2 du chapitre 12 de la Convention est admise à être élue et à voter pour l'application du paragraphe *a* du premier alinéa.

Critères de résidence ou de
domicile.

Une personne habilitée à occuper une charge et à exercer un droit de vote en vertu des paragraphes *b*, *c*, *d*, *e* et *f* du premier alinéa n'est pas assujettie à des critères de résidence ou de domicile.

1977, c. 48, a. 9.

Vacance. **45.** Toute vacance parmi les membres élus conformément à l'article 44 est comblée selon le mode prescrit pour l'élection du membre à remplacer, mais seulement pour la partie non écoulée de son mandat.

1977, c. 48, a. 9.

Comité administratif. **46.** Nonobstant l'article 97, le comité administratif d'un établissement de la région est formé du président du conseil d'administration, du directeur général et de trois autres membres du conseil d'administration de l'établissement nommés annuellement par ce conseil.

1977, c. 48, a. 9.

Indemnisation. **47.** Nonobstant les articles 27, 33, 94 et 102, les membres du conseil d'administration et du comité administratif du conseil régional et les membres du conseil d'administration et du comité administratif d'un établissement public situé dans la région sont indemnisés pour assister aux assemblées conformément aux règlements adoptés à cette fin par leur conseil respectif. Ces règlements entrent en vigueur sur approbation du ministre.

1977, c. 48, a. 9.

Requête en contestation d'élection. **48.** Toute personne intéressée peut présenter devant la Commission une requête en contestation ou annulation de toute élection tenue en vertu des paragraphes *b* et *c* du premier alinéa de l'article 44.

Décision de la Commission. La Commission peut confirmer ou annuler l'élection ou déclarer une autre personne dûment élue.

Nouvelle élection. Quand la Commission annule l'élection d'un membre sans déclarer une autre personne dûment élue, une nouvelle élection doit être tenue sans délai.

Fonctions continuées. Le membre ainsi élu reste en fonction pour la durée non écoulée du mandat du membre dont l'élection a été annulée.

1977, c. 48, a. 9.

Dispositions applicables. **49.** Sauf en cas d'incompatibilité avec les dispositions de la présente section et des règlements qui en découlent, les dispositions des autres sections de la présente loi et des règlements s'appliquent *mutatis mutandis* au conseil régional et à un établissement public visés à la présente section, nonobstant l'article 2.

1977, c. 48, a. 9.

SECTION IV

DISPOSITIONS APPLICABLES À LA RÉGION 10B VISÉE À LA CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

Interprétation:
«Administration régionale»;

50. Dans la présente section, on entend par:

a) «Administration régionale»: le Grand Council of The Crees (of Québec) ou ses successeurs, jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi établissant l'administration régionale prévue au chapitre 11A de la Convention, et, par la suite, l'administration régionale créée en vertu de ladite loi;

«Convention».

b) «Convention»: la Convention déposée sur le bureau du secrétaire de l'Assemblée nationale, le 9 juin 1976, a titre de documents de la session portant les numéros 101 et 102.

1977, c. 48, a. 9.

Conseil de la santé et des
services sociaux.

51. Le gouvernement peut délimiter le territoire de la région 10B et instituer dans cette région un conseil de la santé et des services sociaux qui, en plus de remplir les fonctions, devoirs et pouvoirs d'un tel conseil, maintient un établissement public appartenant aux catégories énumérées aux paragraphes *a*, *b*, *d* et *e* du premier alinéa de l'article 64 par l'intermédiaire duquel sont dispensés les services de santé et les services sociaux à toute personne résidant habituellement ou temporairement dans la région.

1977, c. 48, a. 9.

Dispositions applicables.

52. Les articles 15, 16, les paragraphes *a*, *b*, *d*, *e* et *f* de l'article 18, l'article 23, les articles 36 et 38 et les articles 39 à 41 de la section II s'appliquent *mutatis mutandis* au conseil régional institué en vertu de la présente section.

1977, c. 48, a. 9.

Plaintes.

53. Le ministre reçoit et entend les plaintes des personnes auxquelles un établissement, situé dans la région visée à la présente section, n'a pas fourni les services de santé et les services sociaux que la présente loi leur donne droit de recevoir, et fait à l'établissement en cause les recommandations qu'il juge appropriées.

Recommandation du
ministre.

Le directeur général de l'établissement qui reçoit une recommandation adressée par le ministre conformément à l'alinéa précédent doit, au plus tard trente jours après la réception de cette recommandation, faire savoir au ministre quelle suite l'établissement a donnée à la recommandation.

1977, c. 48, a. 9.

Composition. **54.** Les pouvoirs du conseil régional créé en vertu de la présente section sont exercés par un conseil d'administration formé des membres suivants:

a) un représentant cri pour chacune des différentes communautés cries de la région ordinairement desservie par le conseil régional, élu pour trois ans par et parmi les membres de la communauté qu'il représente;

b) un représentant cri nommé pour trois ans par l'administration régionale crie;

c) trois représentants élus pour trois ans par et parmi les personnes membres du conseil consultatif du personnel clinique de tout établissement de la région, avec maximum d'un représentant pour chaque corporation professionnelle;

d) un représentant élu pour trois ans par et parmi les membres du personnel non clinique de tout établissement de la région;

e) le directeur du département de santé communautaire d'un centre hospitalier relevant du conseil régional ou avec lequel le conseil régional a conclu un contrat de services ou le délégué de ce directeur ou encore le directeur des services professionnels ou son délégué, ces personnes étant nommées par l'Administration régionale s'il y a plus d'un tel centre;

f) le directeur général de l'établissement et, s'il existe plusieurs établissements dans la région, une personne élue par et parmi les directeurs généraux.

«communautés cries».

Au paragraphe *a* du premier alinéa, l'expression «communautés cries» a le sens que lui attribue le chapitre 3 de la Convention.

Habilité à exercer une charge et à voter.

Seuls les Cries admissibles en vertu du chapitre 3 de la Convention, qui ont le droit d'occuper une charge et d'exercer un droit de vote pour une administration locale de ladite région, prévue au chapitre 10 de la Convention, et les Inuits résidant ordinairement dans la communauté de Fort George peuvent, pourvu qu'ils soient majeurs, occuper une charge et exercer un droit de vote aux élections du conseil régional.

Personne non reconnue Crie.

Toute personne non reconnue Crie qui réside ordinairement dans l'une des communautés desservies par le conseil régional depuis au moins douze mois avant la date d'une élection peut exercer un droit de vote pour l'élection des membres en vertu du paragraphe *a* du premier alinéa.

Critères de résidence ou de domicile.

Une personne habilitée à occuper une charge et à exercer un droit de vote en vertu des paragraphes *c*, *d*, *e* et *f* du premier alinéa n'est pas assujettie à des critères de résidence ou de domicile.

1977, c. 48, a. 9.

Mandat des premiers membres élus.

55. Un tiers des premiers membres élus en vertu des paragraphes *a* et *c* du premier alinéa de l'article 54 est élu pour un an et un autre tiers pour deux ans.

- Tirage au sort.** Ces membres sont désignés par tirage au sort lors de la première assemblée du conseil d'administration du conseil régionale.
1977, c. 48, a. 9.
- Mandat renouvelé.** **56.** Le mandat des membres du conseil régional élus en vertu des paragraphes *c* et *d* du premier alinéa de l'article 54 ne peut être renouvelé consécutivement plus d'une fois.
1977, c. 48, a. 9.
- Vacance.** **57.** Toute vacance parmi les membres du conseil d'administration prévu à l'article 54 est comblée en suivant le mode d'élection ou de nomination prescrit pour l'élection ou la nomination du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer.
1977, c. 48, a. 9.
- Règlement d'élection.** **58.** Le ministre réglemente et surveille l'élection ou la nomination des membres du conseil d'administration élus conformément aux paragraphes *c*, *d* et *f* du premier alinéa de l'article 54.
- Approbation.** Tout règlement à cet effet doit être soumis à l'approbation du gouvernement; s'il reçoit cette approbation, il entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.
- Surveillance des élections.** Le ministre surveille les élections des membres du conseil d'administration qui peuvent être tenues conformément aux coutumes et procédures des autochtones de ladite communauté visée au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 54 et la nomination prévue au paragraphe *b* du premier alinéa du même article.
- Élection irrégulière ou nulle.** Le ministre ne peut considérer ou déclarer irrégulière ou nulle, en raison d'un vice de forme, l'élection du représentant d'une communauté visé au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 54, s'il est d'avis que l'élection s'est déroulée en conformité avec les coutumes et les procédures des autochtones de ladite communauté et que nulle personne admissible n'a été privée par ces coutumes et procédures de son droit de vote ou de son droit d'occuper un poste.
- Représentant d'une communauté cri.** Si le ministre déclare irrégulière ou nulle l'élection d'un représentant d'une communauté conformément à l'alinéa précédent, le chef de cette communauté devient son représentant cri au conseil jusqu'à ce qu'un autre représentant de cette communauté soit valablement élu.
1977, c. 48, a. 9.
- Requête en contestation d'élection.** **59.** Toute personne intéressée peut présenter devant la Commission une requête en contestation ou annulation de toute élection ou

	nomination faite en vertu des paragraphes <i>c</i> , <i>d</i> , <i>e</i> ou <i>f</i> du premier alinéa de l'article 54.
Décision de la Commission.	La Commission peut confirmer ou annuler l'élection ou la nomination ou déclarer une autre personne dûment élue.
Nouvelle élection ou nomination.	Quand la Commission annule l'élection d'un membre sans déclarer une autre personne dûment élue ou quand la Commission annule la nomination d'un membre, une nouvelle élection doit être tenue ou une nouvelle nomination effectuée sans délai.
Fonctions continuées.	Le membre ainsi élu ou nommé reste en fonction pour la durée non écoulée du mandat du membre dont l'élection ou la nomination a été <u>annulée</u> . 1977, c. 48, a. 9.
Réunions.	60. Le conseil régional se réunit au moins quatre fois l'an.
Quorum.	Le quorum est fixé à six membres dont quatre sont élus conformément au <u>paragraphe a</u> du premier alinéa de l'article 54. 1977, c. 48, a. 9.
Indemnisation.	61. Les membres du conseil d'administration du conseil régional sont indemnisés pour assister aux assemblées conformément aux règlements adoptés à cette fin par le conseil. Ces règlements entrent en <u>vigueur sur approbation du ministre</u> . 1977, c. 48, a. 9.
Comité administratif.	62. Le conseil régional crée, par règlement, un comité administratif dont il fixe les fonctions, devoirs, pouvoirs et le mode de nomination des membres.
Composition.	Ce comité se compose du président du conseil, du directeur général d'un établissement et de quatre autres membres du conseil dont au moins un, mais pas plus de deux, ont été élus conformément aux paragraphes <i>c</i> ou <i>d</i> du premier alinéa de l'article 54.
Disposition applicable.	L'article 61 s'applique <i>mutatis mutandis</i> aux membres du comité <u>administratif</u> . 1977, c. 48, a. 9.
Dispositions applicables.	63. Sauf en cas d'incompatibilité avec les dispositions de la présente section et les règlements qui en découlent, les dispositions des autres sections de la présente loi et des règlements s'appliquent <i>mutatis mutandis</i> au conseil régional visé à la présente section, nonobstant l'article 2. 1977, c. 48, a. 9.

SECTION V

FORMATION ET ADMINISTRATION DES ÉTABLISSEMENTS

§1.—*Constitution et pouvoirs des établissements publics*

Institution par lettres
patentes.

64. Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, avec l'autorisation du gouvernement, instituer par lettres patentes sous ses seing et sceau, des établissements publics de l'une ou de plusieurs des quatre catégories suivantes:

- a) centres locaux de services communautaires;
- b) centres hospitaliers;
- c) centres de réadaptation fonctionnelle;
- d) centres de services sociaux;
- e) centres d'accueil.

Composition du conseil.

La composition du conseil d'administration d'un établissement qui appartient à plus d'une catégorie est déterminée par ses lettres patentes. Telle composition doit être celle fixée par l'un ou l'autre des articles 78 à 82 pour l'une des catégories auxquelles appartient l'établissement.

1971, c. 48, a. 39; 1974, c. 42, a. 16; 1975, c. 76, a. 11; 1977, c. 48, a. 10.

Désignation des catégories.

65. Les lettres patentes désignent les catégories auxquelles appartient l'établissement, son nom, le lieu de son siège social et au moins cinq membres provisoires de son conseil et au plus autant de membres provisoires qu'il doit y en avoir d'élus ou nommés suivant chacun des articles 78 à 82, suivant le cas, nommés jusqu'à ce que les élections ou nominations prévues auxdits articles aient eu lieu; elles peuvent aussi contenir toute autre disposition conciliable avec la présente loi.

1971, c. 48, a. 40.

Modifications.

66. Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, avec l'autorisation du gouvernement, délivrer des lettres patentes supplémentaires modifiant les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires d'un établissement.

Avis.

Un avis de la délivrance des lettres patentes et des lettres patentes supplémentaires en vertu de l'article 64 et du présent article doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

1971, c. 48, a. 41; 1975, c. 76, a. 11.

- Date de constitution. **67.** Sous réserve de la publication de cet avis, l'établissement public est constitué à compter de la date des lettres patentes.
- Date des premières élections ou nominations. Les premières élections ou nominations suivant chacun des articles 78 à 82 ont lieu au premier mois de mai qui suit l'émission du premier permis délivré conformément aux articles 136 à 139 de la présente loi.
1971, c. 48, a. 42; 1974, c. 42, a. 17.
- Pouvoirs. **68.** Tout établissement public est une corporation au sens du Code civil et il peut, dans le cadre des règlements, exercer tous les pouvoirs d'une telle corporation en outre des pouvoirs spéciaux que lui confère la présente loi.
- Emprunts, hypothèques. Il peut notamment emprunter et hypothéquer ses biens immeubles.
1971, c. 48, a. 43.
- §2. — *Dispositions applicables à tous les établissements*
- Préparation du plan d'organisation. **69.** Tout établissement doit préparer un plan d'organisation conformément au paragraphe *b* de l'article 105. Ce plan décrit les structures administratives de l'établissement, ses directions, services et départements ainsi que tout autre élément exigé par la loi ou les règlements.
- Soumission au ministre. Un tel plan d'organisation doit être soumis au ministre sur demande.
1974, c. 42, a. 18; 1977, c. 48, a. 11.
- Départements cliniques. **70.** Le plan d'organisation d'un centre hospitalier doit pourvoir à l'organisation des départements cliniques dans le centre.
1974, c. 42, a. 18.
- Chef de département. **71.** Tout département clinique d'un centre hospitalier est dirigé par un chef nommé pour au plus quatre ans par le conseil d'administration du centre, après consultation des médecins et dentistes oeuvrant dans le département, du directeur des services professionnels et du conseil des médecins et dentistes. S'il s'agit d'un centre hospitalier affilié à une université, la nomination des chefs de département doit être faite après consultation de l'université selon les dispositions du contrat d'affiliation.
1974, c. 42, a. 18.

- Autorisation requise.** **72.** Nul ne peut instaurer, transformer, agrandir, céder ou cesser d'exploiter un établissement en tout ou en partie sans l'autorisation du gouvernement.
- Instauration.** L'instauration d'un établissement comprend l'acquisition ou l'utilisation de terrains ou de bâtiments et la construction nouvelle ou la transformation.
- Exception.** Nonobstant les deux alinéas précédents, l'autorisation du gouvernement n'est pas nécessaire pour les travaux de construction ou de transformation ni pour la signature de baux dont la valeur ou le loyer total est à l'intérieur des limites financières fixées par règlement. L'autorisation écrite du ministre suffit dans de tels cas.
- Autorisation pour modification.** Nul ne peut modifier l'exploitation ni changer la catégorie ou la classe d'un établissement sans l'autorisation écrite du ministre. Lorsque le ministre donne une telle autorisation, il en avise le conseil régional de la région dans laquelle se trouve l'établissement.
- 1971, c. 48, a. 44; 1974, c. 42, a. 19; 1977, c. 48, a. 12.
- Établissement subventionné.** **73.** Un établissement acquis en tout ou en partie grâce à une subvention du gouvernement ne doit pas, sans l'autorisation du gouvernement, être utilisé pour d'autres fins.
- Exercice de droits consentis.** Le présent article n'empêche pas un fidéicommissaire d'obligataires ou un créancier hypothécaire d'exercer des droits consentis avec l'autorisation du gouvernement ou
- a) dans le cas d'un centre hospitalier, des droits consentis avant le 6 juillet 1962; ou
- b) dans le cas de tout autre établissement, des droits consentis avant le 1^{er} juin 1972.
- 1971, c. 48, a. 45.
- Octroi de charte autorisé.** **74.** Aucune charte autre qu'une loi de la Législature, qu'il s'agisse de lettres patentes ou d'un autre document constituant un établissement, ne peut être accordée, modifiée, révoquée ou abandonnée sans le consentement du gouvernement.
- Application de la loi.** Une telle charte ne peut être accordée pour constituer une corporation ayant pour objet de maintenir un établissement public si ce n'est en vertu de la présente loi.
- Exception avant le 1^{er} janvier 1977.** Toutefois le gouvernement peut, avec les mêmes effets, donner le consentement requis par le premier alinéa dans les cas où une charte a été accordée, modifiée, révoquée ou abandonnée, avant le 1^{er} janvier 1977, sans ce consentement.
- 1971, c. 48, a. 47; 1977, c. 48, a. 13.
- Nullité de contrat.** **75.** Tout contrat fait par un établissement sans l'autorisation du

gouvernement ou du ministre est nul dans tous les cas où cette autorisation est requise par la présente loi.

1971, c. 48, a. 48.

§3. — *Conseil d'administration des établissements publics*

Pouvoirs exercés par conseil.	76. Sous réserve des alinéas suivants, tous les pouvoirs d'un établissement public sont exercés par un conseil d'administration formé suivant les articles 78 à 82.
Établissement public visé à l'article 11.	Les pouvoirs d'un établissement public visé dans l'article 11 peuvent être exercés par le conseil d'administration formé suivant la loi constitutive de la corporation, pourvu:
	a) que les actifs immobiliers qui servent à l'exploitation de l'établissement soient le 21 décembre 1977 la propriété d'une communauté religieuse ou d'une corporation créée en vertu de la loi constitutive de cette communauté religieuse; et
	b) que l'établissement ait été autorisé à cet effet, par écrit, par le ministre.
Assujettissement à la loi, aux règlements.	Ce conseil demeure, toutefois, assujetti aux autres dispositions non incompatibles de la présente loi et des règlements relatives au conseil d'administration d'un établissement public.
Accord des membres pour aliénation d'actifs.	Toutefois, dans le cas d'un établissement dont les actifs immobiliers sont la propriété d'une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente loi, ce conseil ne peut aliéner ces actifs ou en changer la destination sans l'accord des membres de la corporation propriétaire.
	1971, c. 48, a. 49; 1974, c. 42, a. 21; 1977, c. 48, a. 14.
Collèges électoraux.	77. Les groupes visés par chacun des paragraphes de chacun des articles 78 à 81 et par chacun des paragraphes du premier alinéa de l'article 82 constituent les collèges électoraux. Une personne ne peut faire partie que d'un seul collège électoral pour une catégorie d'établissements et ne peut voter que dans un seul établissement d'une catégorie. Ne sont toutefois pas considérés comme collèges électoraux les groupes visés par les paragraphes <i>e</i> et <i>f</i> de l'article 78, le paragraphe <i>g</i> de l'article 79, le paragraphe <i>h</i> de l'article 80, les paragraphes <i>f</i> et <i>h</i> de l'article 81 et les paragraphes <i>g</i> et <i>h</i> du premier alinéa de l'article 82.
Droit de vote d'usager mineur.	Lorsqu'un usager est âgé de moins de 18 ans, son droit de vote est exercé par son père ou sa mère. Toutefois, une personne ne peut voter qu'une seule fois et lorsqu'un mari ou une épouse exerce le droit de vote d'un enfant, son conjoint ne jouit d'aucun droit de vote à ce titre, peut importe le nombre de leurs enfants ayant reçu des services.
Droit de vote d'usager interdit.	Lorsqu'un usager est interdit, en cure fermée ou incapable d'admi-

nistrer ses biens au sens de la Loi sur la protection du malade mental (chapitre P-41), son droit de vote est exercé par son père, sa mère, son curateur, son conjoint ou son enfant âgé de 18 ans ou plus.

1974, c. 42, a. 22; 1977, c. 48, a. 15.

Conseil d'un centre de services communautaires.

78. Un centre local de services communautaires est administré par un conseil formé des membres suivants, qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination:

a) cinq personnes majeures élues pour deux ans par l'assemblée des usagers du centre et choisies parmi ces usagers;

b) deux personnes nommées pour deux ans par le gouvernement parmi la population du territoire desservi par le centre;

c) une personne élue pour deux ans par le conseil consultatif du personnel clinique constitué dans le centre, et choisie parmi les membres de ce conseil;

d) une personne élue pour deux ans par l'ensemble des membres du personnel non clinique à l'emploi du centre et choisie parmi ces membres;

e) une personne élue pour deux ans conjointement par les conseils d'administration des centres hospitaliers auquel le centre local de services communautaires est relié par un contrat de services professionnels visé à l'article 124, lorsqu'un tel contrat existe;

f) une personne élue pour deux ans conjointement par les conseils d'administration des centres de services sociaux auxquels le centre est relié par un contrat de services professionnels visé à l'article 124, lorsqu'un tel contrat existe;

g) une personne élue pour deux ans par le conseil des médecins et dentistes constitué dans le centre et choisie parmi les membres de ce conseil;

h) le directeur général du centre.

1971, c. 48, a. 50; 1974, c. 42, a. 23.

Conseil d'un centre hospitalier.

79. Un centre hospitalier est administré par un conseil formé des membres suivants, qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination:

a) deux personnes majeures élues pour deux ans par l'assemblée des usagers du centre et choisies parmi ces usagers;

b) deux personnes nommées pour deux ans par le gouvernement après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;

c) dans le cas d'un centre hospitalier dont les actifs immobiliers sont la propriété d'une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente loi, quatre personnes élues pour deux ans par les membres de la corporation;

d) une personne élue pour deux ans par le conseil consultatif du

personnel clinique constitué dans le centre et choisie parmi les membres de ce conseil;

e) une personne élue pour deux ans par le conseil des médecins et dentistes constitué dans le centre et choisie parmi les membres de ce conseil;

f) une personne élue pour deux ans par l'ensemble des membres du personnel non clinique à l'emploi du centre et choisie parmi ces membres;

g) une personne élue pour deux ans conjointement par les conseils d'administration des centres locaux de services communautaires reliés au centre par un contrat de services professionnels visé à l'article 124, lorsqu'un tel contrat existe;

h) dans le cas d'un établissement affilié à une université, un membre nommé pour deux ans par cette université et un autre élu pour deux ans par les médecins internes et résidents du centre;

i) le directeur général du centre.

1971, c. 48, a. 51; 1974, c. 42, a. 24.

Conseil d'un centre de réadaptation fonctionnelle.

80. Un centre de réadaptation fonctionnelle est administré par un conseil formé des membres suivants, qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination:

a) dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle qui reçoit uniquement des adultes, deux de ces adultes élus pour deux ans par l'ensemble de ces adultes; dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle qui reçoit uniquement des enfants de moins de dix-huit ans, deux des parents de ces enfants élus pour deux ans par l'ensemble des parents;

b) dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle qui reçoit à la fois des adultes et des enfants de moins de dix-huit ans, un adulte et un parent d'enfant élus pour deux ans, le premier par l'ensemble de ces adultes et le second par l'ensemble des parents des enfants;

c) deux personnes nommées pour deux ans par le gouvernement après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;

d) dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle dont les actifs immobiliers sont la propriété d'une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente loi, quatre personnes élues pour deux ans par les membres de la corporation;

e) une personne élue pour deux ans par le conseil consultatif du personnel clinique constitué dans le centre et choisie parmi les membres de ce conseil;

f) une personne élue pour deux ans par le conseil des médecins et dentistes constitué dans le centre et choisie parmi les membres de ce conseil;

g) une personne élue pour deux ans par l'ensemble des membres

du personnel non clinique à l'emploi du centre et choisie parmi ces membres;

h) une personne élue pour deux ans conjointement par les conseils d'administration des centres hospitaliers reliés au centre par un contrat de services professionnels visé à l'article 124, lorsqu'un tel contrat existe;

i) dans le cas d'un établissement affilié à une université, un membre nommé pour deux ans par cette université et un autre élu pour deux ans par les médecins internes et résidents du centre;

j) le directeur général du centre.

1977, c. 48, a. 16.

Conseil d'un centre de services sociaux.

81. Un centre de services sociaux est administré par un conseil formé des membres suivants, qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination:

a) deux personnes majeures élues pour deux ans par l'assemblée des usagers du centre et choisies parmi ces usagers;

b) deux personnes nommées pour deux ans par le gouvernement après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;

c) dans le cas d'un centre de services sociaux maintenu par une corporation visée au paragraphe *b* de l'article 10, quatre personnes élues pour deux ans par les membres de la corporation;

d) une personne élue pour deux ans par le conseil consultatif du personnel clinique constitué dans le centre et choisie parmi les membres de ce conseil;

e) une personne élue pour deux ans par l'ensemble des membres du personnel non clinique du centre et choisie parmi ces membres;

f) deux personnes élues pour deux ans conjointement par les conseils d'administration des centres locaux de services communautaires reliés au centre par un contrat de services professionnels visé à l'article 124, lorsqu'un tel contrat existe;

g) dans le cas d'un établissement affilié à une université, un membre nommé pour deux ans par cette université;

h) deux personnes élues pour deux ans conjointement par les conseils d'administration des centres hospitaliers auxquels le centre de services sociaux est relié par un contrat de services professionnels visé à l'article 124;

i) deux personnes élues pour deux ans conjointement par les conseils d'administration des centres d'accueil aux comités d'admission desquels participe le centre de services sociaux conformément aux règlements adoptés en vertu du paragraphe *c* de l'article 173;

j) le directeur général du centre.

1971, c. 48, a. 52; 1974, c. 42, a. 25; 1975, c. 61, a. 2.

Conseil d'un centre
d'accueil.

82. Un centre d'accueil est administré par un conseil formé des membres suivants, qui en font partie au fur et à mesure de leur nomination:

a) dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit uniquement des adultes, deux de ces adultes élus pour deux ans par l'ensemble de ces adultes; dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit uniquement des enfants de moins de 18 ans, deux des parents de ces enfants élus pour deux ans par l'ensemble des parents;

b) dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit à la fois des adultes et des enfants de moins de 18 ans, un adulte et un parent d'enfant élus pour deux ans, le premier par l'ensemble de ces adultes et le second par l'ensemble des parents des enfants;

c) deux personnes nommées pour deux ans par le gouvernement après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;

d) dans le cas d'un centre d'accueil dont les actifs immobiliers sont la propriété d'une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente loi, quatre personnes élues pour deux ans par les membres de la corporation;

e) une personne élue pour deux ans par le conseil consultatif du personnel clinique constitué dans le centre, et choisie parmi les membres de ce conseil;

f) une personne élue pour deux ans par l'ensemble des membres du personnel non clinique du centre et choisie parmi ces membres;

g) une personne élue pour deux ans conjointement par les conseils d'administration des centres hospitaliers reliés au centre par un contrat de services professionnels visé à l'article 124, lorsqu'un tel contrat existe;

h) une personne élue pour deux ans conjointement par les conseils d'administration des centres de services sociaux reliés au centre par un contrat de services professionnels visé à l'article 124, lorsqu'un tel contrat existe;

i) dans le cas d'un établissement affilié à une université, un membre nommé pour deux ans par cette université;

j) le directeur général du centre;

k) dans le cas où un conseil des médecins et dentistes est constitué dans le centre, une personne élue pour deux ans par et parmi les membres dudit conseil.

Cas où par. *b* ne s'applique pas.

Le paragraphe *b* du présent article ne s'applique pas si le centre d'accueil reçoit à la fois moins de dix enfants et plus de dix adultes, auquel cas le centre est considéré comme recevant uniquement des adultes; s'il reçoit à la fois moins de dix adultes et plus de dix enfants, le centre est considéré comme recevant uniquement des enfants.

1971, c. 48, a. 53; 1974, c. 42, a. 26; 1975, c. 61, a. 3; 1977, c. 48, a. 17.

Abstention du directeur général.	<p>83. Lorsqu'un conseil d'administration discute ou décide de la destitution, de la suspension, de la rémunération, du renouvellement d'engagement ou des autres conditions de travail du directeur général, celui-ci s'abstient de siéger.</p> <p>1974, c. 42, a. 27; 1977, c. 48, a. 18.</p>
Date de l'assemblée.	<p>84. L'assemblée visée au paragraphe <i>a</i> de chacun des articles 78, 79 et 81 doit être tenue à tous les deux ans, le quatrième dimanche du mois de mai.</p>
Désignation du président.	<p>Avant le quinze avril de chaque année où l'assemblée doit être tenue, le conseil régional désigne un président d'assemblée, fixe le lieu de celle-ci et la convoque par un avis publié dans deux journaux circulant dans le territoire desservi par l'établissement. Dans le cas où un établissement possède des installations éloignées les unes des autres, le conseil régional peut décider que l'assemblée soit tenue en plus d'un endroit et nommer un président différent pour chaque séance.</p>
Quorum.	<p>Le quorum à une assemblée est de cent personnes dans le cas d'un centre local de services communautaires et de cinquante personnes dans le cas d'un établissement d'une autre catégorie. Toutefois, si l'assemblée est tenue en plus d'un endroit, le quorum de chaque séance est fixé par le conseil régional.</p> <p>1971, c. 48, a. 54; 1974, c. 42, a. 28; 1977, c. 48, a. 19.</p>
Années d'élections.	<p>85. Des élections en vertu de chacun des paragraphes <i>a</i> de l'article 78, <i>a</i> et <i>c</i> de l'article 79, <i>a</i>, <i>b</i> et <i>d</i> de l'article 80, <i>a</i> et <i>c</i> de l'article 81 et <i>a</i>, <i>b</i> et <i>d</i> du premier alinéa de l'article 82 sont tenues les années paires. Les autres élections et nominations en vertu des mêmes articles ont lieu les années impaires.</p> <p>1974, c. 42, a. 28; 1977, c. 48, a. 20.</p>
Personnes inéligibles.	<p>86. Une personne ne peut être membre du conseil d'administration d'un établissement si:</p> <ul style="list-style-type: none"><i>a</i>) elle est interdite;<i>b</i>) elle est en cure fermée ou incapable d'administrer ses biens au sens de la Loi sur la protection du malade mental (chapitre P-41); <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"><i>c</i>) elle a été condamnée depuis moins de cinq ans pour avoir commis une infraction ou un crime pouvant entraîner jusqu'à trois années de détention.
Disposition non applicable.	<p>Le paragraphe <i>c</i> du présent article ne s'applique pas aux conseils d'administration des centres d'accueil désignés par le gouvernement, dont l'arrêté doit être publié dans la <i>Gazette officielle du Québec</i>.</p>

Nomination des membres du conseil.	<p>Lorsque le conseil régional de la région dans laquelle se trouve un établissement estime qu'il est peu probable qu'un nombre suffisant de personnes en mesure d'accomplir adéquatement leurs fonctions puissent être élues conformément au paragraphe <i>a</i> de chacun des articles 78, 79 ou 81, ou aux paragraphes <i>a</i> ou <i>b</i> de l'article 80, ou aux paragraphes <i>a</i> ou <i>b</i> du premier alinéa de l'article 82, il nomme les membres du conseil d'administration visés par le présent alinéa.</p> <p>1974, c. 42, a. 28; 1977, c. 48, a. 21.</p>
Requête en contestation d'élection.	<p>87. Toute personne intéressée peut présenter devant la Commission une requête en contestation ou annulation de toute élection tenue en vertu de l'un ou l'autre des articles 78, 79, 80, 81 ou 82.</p>
Décision.	<p>La Commission peut confirmer ou annuler l'élection, ou déclarer une autre personne dûment élue.</p>
Nouvelle élection.	<p>Quand la Commission annule l'élection d'un membre sans déclarer une autre personne dûment élue, une nouvelle élection doit être tenue sans délai.</p>
Fonctions continuées.	<p>Le membre ainsi élu reste en fonction pour la durée non écoulée du mandat du membre dont l'élection a été annulée.</p> <p>1974, c. 42, a. 28; 1977, c. 48, a. 22.</p>
Conditions de travail de personne perdant son caractère de salarié.	<p>88. Lorsqu'une personne devenant membre du conseil d'administration d'un établissement perd de ce fait, dans l'établissement, le caractère de salarié au sens du Code du travail, ses conditions de travail continuent d'être régies par la convention collective alors en vigueur pour les salariés dans l'établissement ou toute autre convention subséquente, pendant le temps où cette personne est membre du conseil d'administration.</p> <p>1975, c. 61, a. 4.</p>
Nomination par conseil régional.	<p>89. Si l'élection ou la nomination d'un membre en vertu des articles 78 à 82 n'a pas lieu, le conseil régional de la région dans laquelle l'établissement est situé fait la nomination.</p>
Nomination par le ministre.	<p>À défaut de conseil régional dans la région, le ministre fait la nomination.</p> <p>1971, c. 48, a. 55.</p>
Perte de qualité.	<p>90. Une personne cesse de faire partie d'un conseil d'administration d'un établissement dès qu'elle perd la qualité nécessaire à sa nomination ou à son élection, à l'exception des membres élus en vertu des paragraphes <i>a</i> ou <i>b</i> de l'article 80, ou <i>a</i> ou <i>b</i> du premier alinéa de l'article 82.</p> <p>1977, c. 48, a. 24.</p>

- Vacance. **91.** Toute vacance survenant moins d'un an après l'élection ou la nomination d'un membre du conseil d'un établissement est comblée dans un délai raisonnable en suivant le mode d'élection ou de nomination prescrit pour l'élection ou la nomination du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de ce dernier.
- Vacance. Toute vacance survenant un an ou plus après l'élection ou la nomination, est comblée, pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer par les membres du conseil restant en fonction.
- Exception. Le présent article ne s'applique pas au directeur général.
1971, c. 48, a. 56; 1974, c. 42, a. 29.
- Fonctions continuées. **92.** Les membres du conseil d'un établissement public restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés ou élus de nouveau ou remplacés.
1971, c. 48, a. 57.
- Président, vice-président. **93.** Les membres du conseil d'un établissement public élisent parmi eux, chaque année, le président et le vice-président de l'établissement.
- Vote prépondérant. Au cas d'égalité des voix à une assemblée des membres du conseil d'administration, le président a un vote prépondérant.
1971, c. 48, a. 58.
- Indemnisation. **94.** Les membres du conseil d'un établissement public ne reçoivent aucun traitement à ce titre; ils peuvent être indemnisés, conformément aux règlements, de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées.
1971, c. 48, a. 59.
- Conflit d'intérêt. **95.** Aucun membre du conseil d'un établissement public ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de l'établissement.
- Exception. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.
1971, c. 48, a. 60.

§4. — *Comité administratif*

- Constitution. **96.** Le conseil d'administration de tout établissement public doit, par règlement, établir un comité administratif et déterminer les fonctions, pouvoirs et devoirs de ce comité.
1971, c. 48, a. 61.
- Composition. **97.** Le comité administratif est formé du président du conseil d'administration, du directeur général et de quatre autres membres du conseil d'administration de l'établissement nommés annuellement par ce conseil, dont un doit avoir été élu en vertu du paragraphe *a* de chacun des articles 78 à 82 ou du paragraphe *b* de l'article 82.
1971, c. 48, a. 62; 1974, c. 42, a. 30.
- Composition. **98.** Toutefois, dans le cas d'un centre hospitalier ou d'un centre de réadaptation fonctionnelle, un de ces membres est le membre du conseil d'administration désigné par le conseil des médecins et dentistes et un autre est le membre du conseil d'administration désigné par le conseil consultatif du personnel clinique; dans le cas d'un centre de services sociaux, un de ces membres est le membre du conseil d'administration désigné par le conseil consultatif du personnel clinique.
- Délégué d'une université. Dans le cas d'un établissement affilié à une université, une personne déléguée par cette université fait aussi partie du comité administratif avec voix consultative seulement.
1971, c. 48, a. 63; 1974, c. 42, a. 31; 1977, c. 48, a. 25.
- Personnes faisant partie du personnel clinique. **99.** Dans un établissement où il n'y a pas de conseil des médecins et dentistes, au moins une personne faisant partie du personnel clinique et pas plus de deux doivent faire partie du comité administratif.
- Médecins ou dentistes. Dans un établissement où il y a un conseil des médecins et dentistes, au moins un médecin ou dentiste y exerçant et pas plus de deux et au moins une personne autre que médecin ou dentiste, faisant partie du personnel clinique et pas plus de deux, doivent faire partie du comité administratif.
1971, c. 48, a. 64; 1974, c. 42, a. 32.
- Perte de qualité. **100.** Une personne cesse d'être membre du comité administratif dès qu'elle perd la qualité nécessaire pour y siéger.
1971, c. 48, a. 65.

Fonctions continuées. **101.** Sous réserve de l'article 100, les membres du comité administratif restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

1971, c. 48, a. 66.

Indemnisation. **102.** Les membres du comité administratif d'un établissement public ne reçoivent aucun traitement à ce titre; ils peuvent être indemnisés, conformément aux règlements, de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées.

1971, c. 48, a. 67.

Vacance. **103.** Toute vacance parmi les membres du comité administratif est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de ce dernier.

1971, c. 48, a. 68; 1974, c. 42, a. 33.

§5.— Directeur général et personnel

Directeur général. **104.** Le directeur général d'un établissement public est nommé par le conseil d'administration.

Directeur général. Le directeur général d'un établissement privé est nommé par le propriétaire de l'établissement.

Services exclusifs. Les règlements déterminent les classes d'établissement dans lesquelles le directeur général doit s'occuper exclusivement du travail de l'établissement et des devoirs de sa fonction.

1971, c. 48, a. 69.

Fonctions. **105.** Le directeur général, sous l'autorité du conseil d'administration, est responsable de l'administration et du fonctionnement de l'établissement.

Il doit notamment:

a) assurer la mise à exécution des résolutions du conseil d'administration et du comité administratif;

b) préparer et soumettre pour approbation au conseil d'administration le plan d'organisation de l'établissement;

c) préparer le budget de l'établissement, le soumettre pour approbation au conseil d'administration et voir à son exécution conformément aux approbations et autorisations obtenues;

d) sélectionner et engager les membres du personnel y compris les cadres autres que supérieurs et adresser au conseil d'administration des recommandations sur l'engagement et la nomination du person-

nel de cadre supérieur en conformité des règlements adoptés en vertu de l'article 154;

e) voir à la mise en vigueur et à l'opération d'un système efficace de gestion et de contrôle pour la conservation et l'utilisation des ressources de l'établissement;

f) signer au nom de l'établissement les contrats autorisés par le conseil d'administration ou par le comité administratif.

1971, c. 48, a. 70; 1974, c. 42, a. 34.

Destitution. 106. Le conseil d'administration d'un établissement public ne peut destituer le directeur général ou réduire son traitement que par une résolution adoptée par le vote affirmatif d'au moins les deux tiers de ses membres à une assemblée convoquée à cette fin.

1971, c. 48, a. 71; 1977, c. 48, a. 26.

Accès à l'établissement. 107. Le conseil d'administration et le directeur général d'un établissement doivent permettre l'accès à l'établissement aux représentants des corporations professionnelles visées au Code des professions (chapitre C-26) pour l'accomplissement des fonctions que celles-ci doivent remplir pour assurer la protection du public.

1974, c. 42, a. 35.

§6. — *Dispositions particulières*

Conseil consultatif. 108. Un conseil consultatif du personnel clinique est institué dans chaque établissement. Ce conseil est composé de toutes les personnes faisant partie du personnel clinique oeuvrant dans l'établissement.

1971, c. 48, a. 72; 1974, c. 42, a. 36.

Fonctions. 109. Le conseil consultatif du personnel clinique a pour fonction de faire des recommandations au conseil d'administration sur l'organisation scientifique et technique de l'établissement.

1971, c. 48, a. 73; 1974, c. 42, a. 37.

Comité exécutif. 110. Les pouvoirs du conseil consultatif du personnel clinique sont exercés par un comité exécutif formé de trois personnes faisant partie du personnel clinique oeuvrant dans l'établissement, du directeur général de l'établissement et du directeur des services professionnels. Dans le cas d'un établissement où il y a un conseil des médecins et dentistes, ce comité comprend en plus un médecin ou dentiste désigné par le conseil des médecins et dentistes. Toutefois,

le pouvoir d'élire un membre au conseil d'administration de l'établissement est exercé par l'ensemble des membres du conseil consultatif du personnel clinique.

1971, c. 48, a. 74; 1974, c. 42, a. 38; 1977, c. 48, a. 27.

Conseil des médecins et
dentistes.

111. Un conseil des médecins et dentistes est institué dans chaque centre hospitalier, centre de réadaptation fonctionnelle ou centre local de services communautaires où exercent au moins trois médecins ou dentistes.

Composition.

Ce conseil est composé de tous les médecins et dentistes exerçant leur profession dans l'établissement.

1971, c. 48, a. 75; 1974, c. 42, a. 38; 1977, c. 48, a. 28.

Responsabilité.

112. Le conseil des médecins et dentistes est responsable vis-à-vis du conseil d'administration:

a) du contrôle et de l'appréciation des actes médicaux et dentaires posés dans l'établissement;

b) du maintien de la compétence des médecins et dentistes exerçant dans l'établissement à un niveau suffisant pour assurer des services de qualité à la population en ce qui a trait aux soins médicaux et dentaires.

1971, c. 48, a. 76.

Comité exécutif.

113. Les pouvoirs du conseil des médecins et dentistes, dans un établissement comptant plus de cinq médecins et dentistes sont exercés par un comité exécutif formé de cinq médecins ou dentistes désignés par le conseil des médecins et dentistes, du directeur général de l'établissement et du directeur des services professionnels. Toutefois, le pouvoir d'élire un membre au conseil d'administration de l'établissement est exercé par l'ensemble des membres du conseil des médecins et dentistes.

1971, c. 48, a. 77; 1977, c. 48, a. 29.

Réglementation.

114. Le conseil consultatif du personnel clinique et le conseil des médecins et dentistes peuvent, conformément aux règlements, adopter des règlements concernant leur régie interne, la création de comités et leur fonctionnement ainsi que la poursuite de leurs fins.

Entrée en vigueur.

Ces règlements entrent en vigueur sur approbation par le conseil d'administration.

Dossiers et procès-verbaux
confidentiels.

Les dossiers et les procès-verbaux du conseil consultatif du personnel clinique de même que les dossiers et les procès-verbaux du conseil des médecins et dentistes et de chacun de leurs comités sont confidentiels et nul ne peut en prendre connaissance si ce n'est les membres

de chacun de ces conseils ou comités ou encore la Commission ou les représentants d'une corporation professionnelle par rapport à ses membres, dans l'exercice des fonctions à elles attribuées par la loi.

1971, c. 48, a. 78; 1974, c. 42, a. 39.

Directeur des soins
infirmiers.

115. Le conseil d'administration de tout centre hospitalier doit nommer un directeur de soins infirmiers, après avoir pris l'avis du directeur général. Ce directeur doit être membre en règle de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec; il exerce les fonctions prévues au plan d'organisation et aux règlements.

Directeurs des services
hospitaliers et
administratifs.

Si le plan d'organisation le prévoit, le conseil d'administration nomme en outre, après avoir pris l'avis du directeur général, un directeur des services hospitaliers et un directeur des services administratifs; ces directeurs exercent les fonctions prévues au plan d'organisation et aux règlements.

1974, c. 42, a. 40.

Directeur des services
professionnels.

116. Le conseil d'administration de tout centre hospitalier, centre de réadaptation fonctionnelle ou de tout centre de services sociaux doit nommer un directeur des services professionnels.

Avis des conseils.

Le conseil nomme ce directeur après avoir pris l'avis du conseil consultatif du personnel clinique; dans le cas d'un centre hospitalier, il prend aussi l'avis du conseil des médecins et dentistes.

Avis de l'université.

S'il s'agit d'un établissement affilié à une université, le conseil prend aussi l'avis de cette université.

1971, c. 48, a. 79; 1974, c. 42, a. 41; 1977, c. 48, a. 30.

Qualité requise.

117. Dans le cas d'un centre hospitalier, le directeur des services professionnels doit être un médecin autorisé à exercer sa profession en vertu de la Loi médicale.

1971, c. 48, a. 80.

Devoirs.

118. Le directeur des services professionnels doit, sous l'autorité du directeur général,

a) coordonner et surveiller les activités professionnelles et scientifiques qui s'exercent dans l'établissement, sous réserve des responsabilités données aux autres directeurs, envers les professionnels de la santé autres que les médecins et dentistes par les règlements ou le plan d'organisation;

b) vérifier le fonctionnement des comités du conseil consultatif des professionnels et du conseil des médecins et dentistes et s'assurer qu'ils s'acquittent de leurs fonctions et, dans le cas du conseil des

médecins et dentistes, qu'ils contrôlent adéquatement les actes médicaux et dentaires posés dans l'établissement.

1971, c. 48, a. 81; 1974, c. 42, a. 42.

§7. — *Fusion et conversion*

Fusion par lettres patentes.

119. Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, avec l'autorisation du gouvernement, délivrer des lettres patentes sous ses seing et sceau fusionnant avec une corporation qui maintient un établissement constitué en vertu de la présente loi:

- a) tout autre tel établissement;
- b) toute autre corporation ayant des objets similaires, quelle que soit la loi qui la régit et même si elle a été constituée par une loi spéciale.

1971, c. 48, a. 82; 1975, c. 76, a. 11.

Conversion par lettres patentes.

120. Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, de la même manière, convertir une corporation visée au paragraphe *b* de l'article 119 en un établissement visé au paragraphe *a* dudit article, ou fusionner entre elles plusieurs corporations visées au paragraphe *b* dudit article.

1971, c. 48, a. 83; 1974, c. 42, a. 43; 1975, c. 76, a. 11.

Consentement requis.

121. Un établissement visé aux articles 10 à 13 ne peut être fusionné ou converti en vertu des articles 119 ou 120 qu'avec son consentement et aux conditions agréées entre lui et le ministre.

1971, c. 48, a. 84; 1977, c. 48, a. 31.

Publication d'avis.

122. Un avis de la délivrance des lettres patentes en vertu des articles 119 et 120 doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*

Date de fusion.

Sous réserve de la publication de l'avis prévu à l'alinéa précédent mais à compter de la date des lettres patentes, les corporations sont fusionnées et ne forment qu'une seule corporation ou, suivant le cas, la corporation convertie cesse d'exister.

1971, c. 48, a. 85.

Droits, biens et obligations de la nouvelle corporation.

123. La nouvelle corporation résultant de la fusion ou conversion jouit, sous le nom qui lui est attribué par les lettres patentes, de tous les droits, acquiert tous les biens et assume toutes les obligations des

corporations fusionnées ou de la corporation convertie et les procédures où ces dernières sont parties peuvent être continuées sans reprise d'instance.

1971, c. 48, a. 86.

§8. — *Dispositions diverses*

Contrats de services. **124.** Tout établissement public peut conclure avec tout autre établissement ou organisme des contrats de services professionnels par lesquels l'une des parties s'engage à rendre disponible à l'autre des services d'ordre professionnel ou par lesquels les parties s'échangent de tels services; un tel contrat n'est valide qu'à compter de la date à laquelle il est déposé auprès du conseil régional de la région où est situé chaque établissement qui le conclut.

1971, c. 48, a. 87.

Services d'enseignement et de recherche. **125.** En outre des services qu'il peut offrir eu égard à la catégorie à laquelle il appartient, un établissement peut offrir des services d'enseignement et de recherche s'il est relié par un contrat d'affiliation à une institution d'enseignement qui est reconnue par le ministre de l'éducation et le ministre des affaires sociales; les termes de ce contrat doivent toutefois être approuvés par le ministre des affaires sociales et par le ministre de l'éducation.

Responsable. Un tel contrat doit déterminer la personne qui est responsable de l'enseignement dispensé dans l'établissement.

1971, c. 48, a. 88.

Séance d'information. **126.** Tout établissement public doit tenir au moins une fois par année, conformément aux règlements, une séance publique d'information à laquelle la population du territoire desservi par l'établissement est invitée à participer.

Réponse aux questions. Les membres du conseil d'administration doivent alors répondre aux questions qui leur sont adressées relativement aux états financiers de l'établissement, aux services qu'il fournit, aux relations qu'il entretient avec les autres établissements et avec le conseil régional dans la région duquel il est situé.

Procédure. Le mode de convocation de cette assemblée ainsi que la procédure qui doit y être suivie sont déterminés par le conseil régional de la région dans laquelle l'établissement est situé.

Séance d'information. La séance annuelle publique d'information tenue en vertu du présent article peut avoir lieu en même temps que l'assemblée des usagers visée au paragraphe *a* de chacun des articles 78, 79 et 81.

1971, c. 48, a. 89; 1974, c. 42, a. 45; 1977, c. 48, a. 32.

Renonciation de responsabilité interdite.	127. Il est défendu à tout établissement, à ses administrateurs, employés ou préposés et à tout professionnel de requérir d'une personne ou de ses représentants une renonciation à la responsabilité résultant d'une faute professionnelle ou résultant de l'hospitalisation ou de l'hébergement de cette personne, d'examens médicaux, de traitements ou d'interventions chirurgicales.
Nullité.	Si une telle renonciation est donnée, elle est nulle.
Application aux familles d'accueil.	Le présent article s'applique aussi aux familles d'accueil quant à leur faute ou négligence.
	1971, c. 48, a. 90; 1974, c. 42, a. 46.
Assurance responsabilité.	128. Tout médecin ou dentiste exerçant dans un établissement doit détenir, pour lui et sa succession, une police valide d'assurance de responsabilité professionnelle acceptée par le conseil d'administration et, chaque année, établir que cette assurance est en vigueur.
Membre de l'A.C.P.M.	Un médecin ou dentiste peut toutefois s'acquitter de l'obligation visée au premier alinéa en fournissant annuellement au conseil d'administration la preuve qu'il est membre de l'Association Canadienne de Protection Médicale.
	1971, c. 48, a. 91; 1974, c. 42, a. 47.
Exercice dans un établissement.	129. Un médecin ou dentiste peut exercer sa profession dans un établissement dès sa nomination par le conseil d'administration; il jouit du statut et des privilèges qui lui sont accordés par le conseil d'administration, après recommandation du conseil des médecins et dentistes s'il y en a un.
	1971, c. 48, a. 92; 1974, c. 42, a. 48.
Formulaire de demande de nomination.	130. Un médecin ou dentiste désirant exercer sa profession dans un centre hospitalier doit adresser au directeur général un formulaire de demande de nomination conformément aux règlements.
Étude par comité d'examen.	Le comité d'examen des titres du conseil des médecins et dentistes, dont la composition est déterminée par les règlements, étudie la demande du candidat et fait rapport au conseil des médecins et dentistes dans les 30 jours de la réception de la demande par le directeur général.
Recommandation.	Le conseil des médecins et dentistes adresse ensuite dans les 30 jours une recommandation au conseil d'administration.
Décision au candidat.	Le conseil d'administration transmet au candidat une décision écrite dans les 90 jours de la réception de la demande originale par le directeur général.
Consultation de l'université.	S'il s'agit d'un centre hospitalier affilié à une université, le conseil d'administration prend la décision après consultation de l'université selon les dispositions du contrat d'affiliation.

- Refus motivé. Tout refus de candidature doit être motivé et se fonder uniquement sur des critères de qualification, de compétence scientifique ou de comportement, eu égard aux exigences propres au centre hospitalier.
- 1974, c. 42, a. 48.
- Renouvellement de nomination. **131.** Le renouvellement ou non renouvellement de nomination, le changement de statut ou de privilège, la réinstallation ou le congédiement d'un médecin ou dentiste est décidé par le conseil d'administration après consultation du conseil des médecins et dentistes. S'il s'agit d'un établissement affilié à une université, le conseil d'administration consulte en outre l'université selon les dispositions du contrat d'affiliation.
- Refus de renouvellement doit être motivé. Tout refus du renouvellement de nomination, de statut ou de privilège, tout refus de réinstallation ou tout congédiement doit être motivé et se fonder uniquement sur le défaut de qualification, l'incompétence scientifique, la négligence, l'inconduite ou l'inobservance des règlements, eu égard aux exigences propres au centre hospitalier.
- 1974, c. 42, a. 48.
- Appel à la Commission. **132.** Tout médecin ou dentiste qui n'est pas satisfait d'une décision rendue à son sujet en vertu des articles 130 ou 131 peut en appeler à la Commission.
- Appel à la Commission. Il peut en outre en appeler à la Commission si plus de 90 et moins de 180 jours se sont écoulés depuis que sa demande de nomination a été adressée conformément au premier alinéa de l'article 130 et si aucune décision ne lui a été transmise.
- 1974, c. 42, a. 48.
- Pouvoirs des comités de révision. **133.** Aucune des dispositions de la présente loi ne peut être interprétée comme limitant les pouvoirs des comités de révision institués par l'article 41 de la Loi sur l'assurance-maladie (chapitre A-29) ou des corporations professionnelles visées au Code des professions (chapitre C-26).
- 1974, c. 42, a. 48.
- Contributions bénévoles. **134.** Tout établissement peut recevoir des contributions bénévoles de particuliers ou d'organismes publics ou privés désirant aider à la réalisation des objectifs poursuivis par l'établissement.
- Fonds spécial. Si une contribution a été faite à des fins particulières, le montant n'en est pas versé dans les fonds généraux de l'établissement; il est versé dans un fonds spécial géré par l'établissement et placé ou

- déposé par lui suivant les articles 981o et suivants du Code civil, jusqu'à ce qu'il en soit disposé aux fins particulières pour lesquelles la contribution a été faite.
- Administration fiduciaire. Toutefois, ce montant peut être confié à une corporation sans but lucratif constituée suivant les lois du Québec et n'ayant pas d'autres objets que ceux de gérer les contributions versées à cet établissement ou à plusieurs établissements et de recevoir directement des contributions versées par d'autres personnes pour des fins particulières. Il doit être confié à une telle corporation si une pareille condition est attachée à la contribution, et être utilisé aux fins particulières stipulées. La corporation est assujettie aux règles prévues à l'alinéa précédent relativement à la gestion des contributions et à leur placement.
- Garde des titres. Les titres ou autres valeurs détenus par une corporation visée au présent article doivent être confiés à la garde d'une institution inscrite auprès de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, sauf si le ministre en ordonne autrement.
- Répartition des avoirs. En cas de dissolution d'une telle corporation et advenant l'absence de dispositions particulières dans les lettres-patentes à ce sujet, le gouvernement détermine la répartition des avoirs de ladite corporation.
- Fonds en fiducie. Les fonds versés à une corporation sans but lucratif conformément au présent article sont considérés reçus par elle en fiducie; la corporation qui les reçoit est assujettie relativement à ces fonds aux mêmes obligations et pouvoirs qu'une compagnie de fiducie constituée au Québec.
- Fonds constitués par contributions. Les règles qui précèdent s'appliquent également aux fonds constitués au moyen de contributions avant le 1^{er} juin 1972, et qui ont traditionnellement été utilisés à des fins particulières.
- Transfert à corporation constituée par lois du Québec. Dans les cas où un montant visé au troisième alinéa du présent article avait été confié à une corporation non constituée suivant les lois du Québec, avant le 8 janvier 1975, ce montant doit être transféré à une corporation constituée suivant les lois du Québec, avant le premier janvier 1976.
- 1971, c. 48, a. 93; 1974, c. 42, a. 49.
- Expropriation par centre hospitalier, de réadaptation fonctionnelle ou d'accueil. **135.** Un centre hospitalier, un centre de réadaptation fonctionnelle ou un centre d'accueil tenant au moins cinquante lits à la disposition des personnes à qui il fournit des services de santé ou des services sociaux peut acquérir, par expropriation, tout immeuble situé dans la même municipalité que le centre ou dans une municipalité contiguë et dont il a besoin pour agrandir ou parfaire son installation ou pour y organiser des services se rattachant à son fonctionnement général.
- 1973, c. 38, a. 142; 1977, c. 48, a. 33.

SECTION VI

PERMIS

§1. — *Délivrance des permis*

Permis. **136.** Nul ne peut exploiter un établissement s'il ne détient un permis délivré à cette fin par le ministre.

1971, c. 48, a. 94.

Contenu. **137.** Le permis indique la catégorie de l'établissement ainsi que sa classe et son type s'il y a lieu et les limites à l'intérieur desquelles il est habilité à exercer ses activités.

Établissement appartenant
à plus d'une catégorie.

Lorsqu'un établissement appartient à plus d'une catégorie, les dispositions de la loi et des règlements s'appliquent aux différentes parties de l'établissement selon la catégorie à laquelle elles appartiennent. Toutefois, il ne peut y avoir qu'un seul conseil consultatif du personnel clinique et qu'un seul conseil des médecins et dentistes dans l'établissement.

1971, c. 48, a. 95; 1974, c. 42, a. 50; 1975, c. 61, a. 5.

Demande. **138.** Toute personne qui sollicite un permis doit transmettre sa demande au ministre conformément aux règlements.

Délivrance. Le ministre délivre le permis s'il juge qu'il est dans l'intérêt public de le faire.

1971, c. 48, a. 96.

Durée et renouvellement. **139.** Tout permis est accordé pour une période de douze mois qui se termine le 31 décembre de chaque année; il est renouvelé à cette date pour une année si son détenteur remplit les conditions prescrites pour l'obtenir, conformément aux règlements.

1971, c. 48, a. 97.

Livres et comptes. **140.** Tout détenteur de permis doit tenir les livres et comptes prescrits par les règlements.

1971, c. 48, a. 99.

Rapport. **141.** Tout détenteur de permis doit, aux époques fixées par les règlements, fournir au ministre un rapport détaillé de son activité contenant les renseignements prescrits par les règlements; ce rapport doit être accompagné, dans le cas des établissements publics et des

établissements privés visés aux articles 176 et 177 d'états financiers faits en la forme prescrite par règlement et revêtus du certificat du vérificateur de l'établissement.

1971, c. 48, a. 100.

Accès permis. **142.** Tout détenteur de permis, toute famille d'accueil ou toute personne qui maintient une installation, autre qu'un cabinet privé de professionnel, où des services de logement, de garde ou de soins sont fournis, est tenue de permettre accès à toute personne que le ministre autorise par écrit pour faire enquête afin de constater si la loi et les règlements sont respectés.

1971, c. 48, a. 101; 1974, c. 42, a. 52.

Cession ou transport. **143.** Un permis ne peut être cédé ou transporté sans la permission écrite du ministre.

1971, c. 48, a. 102.

Transfert ou attribution d'actions. **144.** Nul transfert ou attribution d'actions d'une corporation qui maintient un établissement ne peut être effectué sans qu'un avis écrit n'en ait été donné au ministre si ce transfert ou cette attribution a pour effet de porter à plus de cinquante pour cent des actions émises de la corporation, le nombre d'actions détenues directement ou indirectement par une personne.

1971, c. 48, a. 103; 1974, c. 42, a. 53.

Permis non requis. **145.** Aucun permis n'est exigible d'une famille d'accueil en vertu de la présente loi.

1974, c. 42, a. 54; 1977, c. 48, a. 34.

§2.—Suspension, annulation et refus de renouvellement des permis; appels

Suspension de permis. **146.** Le ministre peut suspendre, annuler ou refuser de renouveler le permis de tout détenteur qui:

- a) a commis une infraction à la présente loi ou aux règlements;
- b) ne remplit plus les conditions requises pour obtenir son permis;
- c) est insolvable ou sur le point de le devenir;
- d) ne peut assurer des services de santé et des services sociaux adéquats.

1971, c. 48, a. 104; 1977, c. 48, a. 35.

Audition du détenteur. **147.** Le ministre doit, avant de prononcer l'annulation, la suspension ou le refus de renouvellement d'un permis, donner au détenteur l'occasion d'être entendu. Il doit aussi notifier par écrit sa décision, en la motivant, à la personne dont il suspend, annule ou ne renouvelle pas le permis.

1971, c. 48, a. 105.

Appel à la Commission. **148.** Toute personne dont le permis est suspendu, annulé ou n'est pas renouvelé peut interjeter appel de la décision du ministre devant la Commission:

a) si les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision sont manifestement erronés;

b) si la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave;

c) si la décision n'a pas été rendue avec impartialité.

1971, c. 48, a. 106; 1974, c. 42, a. 55.

Transmission du dossier. **149.** Dans le mois qui suit la signification à lui faite de la déclaration d'appel, le ministre transmet au greffier de la Commission le dossier relatif à la décision dont est appel.

1971, c. 48, a. 107; 1974, c. 42, a. 56.

SECTION VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Médicaments autorisés. **150.** Un établissement ne peut fournir que les médicaments apparaissant à la liste des médicaments visée à l'article 4 de la Loi sur l'assurance-maladie (chapitre A-29) ou des prothèses ou appareils visés à l'article 3 de la même loi ou inclus dans les services assurés visés à la Loi sur l'assurance-hospitalisation (chapitre A-28).

Médicaments autorisés. Toutefois, un centre hospitalier ou un centre de réadaptation fonctionnelle peut fournir des médicaments qui n'apparaissent pas sur la liste lorsqu'il s'agit de médicaments utilisés à des fins exclusives aux centres hospitaliers, tels les curarisants, les anesthésiques généraux, les agents de diagnostics, les produits immunologiques, les substances radioactives et les solutions physiologiques.

Médicaments pour recherche clinique. Il peut, en outre fournir d'autres médicaments que ceux mentionnés au premier alinéa, pour fins de recherche clinique et fondamentale ou de nécessité médicale particulière. En tel cas, le médecin ou dentiste ayant utilisé ou prescrit ces médicaments doit en aviser par écrit l'exécutif du conseil des médecins et dentistes lequel doit requérir le comité de pharmacologie de donner son opinion sur la nécessité

d'utiliser ces médicaments à nouveau dans les mêmes circonstances.

1971, c. 48, a. 108; 1974, c. 42, a. 57; 1977, c. 48, a. 36.

- Subrogation.** **151.** Le gouvernement du Québec est de plein droit subrogé au recours de tout bénéficiaire contre un tiers jusqu'à concurrence du coût des services assumé par lui à la suite d'un dommage causé par la faute de ce tiers.
- Faute commune.** La faute commune entraîne la réduction du montant de cette subrogation dans la même proportion que le recours du bénéficiaire.
- Transaction.** Le ministre a le pouvoir de transiger sur toute réclamation découlant du présent article et il peut déléguer pouvoir.
- Libération de l'assureur.** L'assureur de la responsabilité d'un tiers ne peut se libérer de son obligation de l'indemniser de sa responsabilité découlant du présent article autrement que par paiement.
- Engagement invalide.** Un engagement par une personne de libérer un tiers ou son assureur de leur responsabilité découlant du présent article ou de les indemniser est invalide et doit être considéré comme non écrit dans toute convention, transaction ou quittance.
- Droits partie du domaine public.** Les droits acquis par suite de la subrogation prévue au présent article font partie du domaine public du Québec à compter de leur naissance et sont soumis aux règles applicables aux droits qui en font partie; toutefois, le droit d'action qui en résulte se prescrit par trois ans.

1971, c. 48, a. 109; 1974, c. 42, a. 57.

- Réception de sommes interdite.** **152.** Un centre d'accueil ne peut recevoir des sommes d'argent provenant du fonds consolidé du revenu ou versées par un centre de services sociaux pour des services fournis à des enfants qui ne lui ont pas été confiés par l'entremise d'un centre de services sociaux ou conformément à la Loi sur la protection de la jeunesse (chapitre P-34).

- Contrôle d'une famille d'accueil.** Une famille d'accueil doit se soumettre au contrôle et à la surveillance du centre de services sociaux par l'entremise duquel des enfants ou adultes lui ont été confiés, ou, dans le cas où des enfants lui ont été confiés conformément à la Loi sur la protection de la jeunesse, du centre de services sociaux désigné par le juge.

1971, c. 48, a. 110; 1974, c. 42, a. 57.

- Surveillance sur familles d'accueil.** **153.** Le gouvernement détermine par règlement la surveillance que doivent exercer les centres de services sociaux sur les familles d'accueil et fixe les montants que les centres de services sociaux peuvent verser aux familles d'accueil pour la prise en charge de bénéficiaires.

1971, c. 48, a. 111; 1974, c. 42, a. 57.

- Règles de sélection des directeurs généraux. **154.** Le gouvernement peut établir par règlement, les règles qui doivent être suivies dans les conseils régionaux, dans les établissements publics et dans les établissements visés aux articles 176 et 177 pour la sélection et la nomination des directeurs généraux et des cadres supérieurs ainsi que les barèmes qui doivent y être respectés pour la rémunération des directeurs généraux et de tout le personnel compte tenu des conventions collectives en vigueur.
1971, c. 48, a. 112; 1974, c. 42, a. 57.
- Sollicitation de dons interdite. **155.** Le propriétaire, un membre du conseil d'administration ou une personne employée dans un établissement ou un membre d'une famille d'accueil ne peut solliciter ni accepter un don ou un legs d'une personne hébergée dans cet établissement ou prise en charge par cette famille d'accueil.
1971, c. 48, a. 113; 1974, c. 42, a. 57.
- Consentement non requis. **156.** Le consentement du conjoint ne peut être exigé pour la prestation de services dans un établissement.
1971, c. 48, a. 114; 1974, c. 42, a. 57.
- École industrielle. **157.** Le ministre peut accorder à tout établissement qu'il désigne le statut d'école industrielle, au sens de l'article 2 de la Loi sur les jeunes délinquants (Statuts révisés du Canada, 1970, chapitre J-3).
1971, c. 48, a. 115; 1974, c. 42, a. 57.
- Interdiction de refuser permis municipal. **158.** Nul permis ou certificat municipal ne peut être refusé et nulle poursuite en vertu d'un règlement municipal ne peut être intentée pour le seul motif qu'une construction ou un local d'habitation est destiné à être occupé en tout ou en partie par un foyer de groupe, un pavillon ou une famille d'accueil au sens de la présente loi ou des règlements.
Application. Le présent article prévaut sur toute loi générale ou spéciale.
1977, c. 48, a. 37.
- Contribution des bénéficiaires. **159.** Le gouvernement détermine, par règlement, la contribution qui peut être exigée pour les bénéficiaires qui sont hébergés dans un établissement ou qui sont pris en charge par une famille d'accueil ou reçoivent des services d'une garderie d'enfants.
Montant variable. Le montant de la contribution peut varier suivant les circonstances ou les besoins identifiés par règlement. La contribution est exigée par un établissement ou par le ministre. Les bénéficiaires eux-mêmes sont tenus de la verser; toutefois, dans le cas d'un bénéficiaire mineur, la

contribution peut être exigée de son père, de sa mère ou de tout autre personne déterminée par le règlement; dans le cas d'un bénéficiaire marié, la contribution peut être exigée de son conjoint et dans le cas d'un membre d'une communauté religieuse, la contribution peut être exigée de sa communauté.

1971, c. 48, a. 116; 1974, c. 42, a. 57; 1977, c. 48, a. 38.

Exonération de paiement. **160.** Le ministre peut, à la demande d'une personne de qui est exigé le paiement d'une contribution en vertu de l'article 159, exonérer cette personne du paiement de cette contribution, dans les circonstances déterminées par règlement.

1971, c. 48, a. 117; 1974, c. 42, a. 57.

Allocation de dépenses. **161.** Le gouvernement détermine, par règlement, les conditions et circonstances suivant lesquelles le ministre peut verser une allocation de dépenses à un bénéficiaire hébergé dans un établissement ou verser telle allocation au nom d'un bénéficiaire à l'établissement où il est hébergé et fixe le montant de l'allocation.

1971, c. 48, a. 118; 1974, c. 42, a. 57.

Appel à la Commission. **162.** Toute personne peut en appeler devant la Commission de toute décision du ministre concernant l'exonération d'un paiement demandée conformément à l'article 160 ou le paiement d'une allocation de dépenses demandée conformément à l'article 161.

1971, c. 48, a. 119; 1974, c. 42, a. 57.

SECTION VIII

ADMINISTRATION PROVISOIRE

Administration provisoire. **163.** Le ministre peut assumer pour une période d'au plus soixante jours l'administration provisoire d'un établissement,

a) si cet établissement ne détient pas de permis, n'est plus dans les conditions requises pour obtenir un permis ou si son permis a été annulé conformément à la présente loi;

b) si le permis de cet établissement a été suspendu conformément à la présente loi et s'il n'a pas été remédié aux causes de cette suspension dans les trente jours de la date à laquelle elle a eu lieu;

c) si un établissement s'adonne à des pratiques ou tolère une situation qui sont susceptibles de compromettre la santé ou le bien-être des personnes que l'établissement accueille ou pourrait accueillir;

d) s'il y a eu malversation, abus de confiance ou autre inconduite

d'un ou de plusieurs membres du conseil d'administration ou du comité administratif d'un établissement public ou d'un établissement privé conventionné ou si ce conseil ou comité a manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi, notamment en encourant des dépenses qui ne sont pas prévues au budget approuvé par le ministre ou qui n'ont pas été spécialement autorisées en vertu de l'article 178.

1971, c. 48, a. 120.

Prolongation. **164.** Le délai de soixante jours prévu à l'article 163 peut être prolongé par le gouvernement pour toute période qu'il détermine pourvu que le délai additionnel n'excède pas trois mois.

1971, c. 48, a. 121.

Rapport provisoire. **165.** Aussitôt que possible après qu'il a assumé l'administration provisoire d'un établissement, le ministre doit faire au gouvernement un rapport provisoire de ses constatations, accompagné de ses recommandations.

1971, c. 48, a. 122.

Point de vue de l'établissement. **166.** Le ministre doit, avant de soumettre ce rapport provisoire au gouvernement, donner à l'établissement l'occasion de faire valoir son point de vue.

Représentations. Le ministre doit joindre à son rapport un résumé des représentations que l'établissement lui a faites.

1971, c. 48, a. 123.

Pouvoirs du gouvernement. **167.** Le gouvernement peut, si le rapport provisoire du ministre confirme l'existence de l'une des situations prévues à l'article 163,
a) assortir le permis de l'établissement des restrictions et conditions qu'il juge appropriées;
b) prescrire un délai durant lequel l'établissement doit remédier à toute situation prévue à l'article 163;
c) ordonner au ministre de continuer d'administrer l'établissement ou d'abandonner cette administration pour ne la reprendre que si l'établissement ne se conforme pas aux conditions que le gouvernement a imposées conformément aux paragraphes a et b, et de lui faire un rapport définitif.

1971, c. 48, a. 124.

Suspension des pouvoirs du conseil. **168.** Lorsque le ministre assume l'administration provisoire d'un établissement conformément à la présente section, les pouvoirs du

conseil d'administration ou de l'administrateur de cet établissement sont suspendus et le ministre exerce les pouvoirs de ce conseil d'administration ou de cet administrateur ainsi que tous ceux de l'établissement.

1971, c. 48, a. 125.

Rapport définitif. **169.** Le ministre doit faire au gouvernement un rapport définitif dès qu'il constate que la situation prévue à l'article 163 a été corrigée ou que cette situation ne pourra être corrigée.

1971, c. 48, a. 126.

Pouvoirs après rapport définitif. **170.** Le gouvernement peut, après avoir reçu le rapport définitif du ministre,

a) déclarer déchus de leurs fonctions les membres du conseil d'administration ou l'administrateur de l'établissement et pourvoir à la nomination ou à l'élection de leurs remplaçants;

b) exercer tout pouvoir qui lui est conféré par les paragraphes *a* ou *c* de l'article 167.

1971, c. 48, a. 127.

Enquêteurs. **171.** Le gouvernement peut charger une personne qu'il désigne de faire enquête sur quelque matière se rapportant à l'administration ou au fonctionnement d'un établissement.

Pouvoirs d'un commissaire. La personne ainsi désignée est investie, pour les fins de l'enquête, des pouvoirs et immunités d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête.

Administrateur. Lorsqu'une enquête est ainsi ordonnée, le gouvernement peut ordonner que les pouvoirs du conseil d'administration de l'établissement soient suspendus et nommer un administrateur qui en exerce les pouvoirs pour la durée de l'enquête.

1971, c. 48, a. 128.

Nomination d'un contrôleur. **172.** Le gouvernement peut, sur la recommandation du ministre, nommer un contrôleur chargé d'assurer la bonne utilisation des fonds publics dans tout établissement qui n'exerce pas un contrôle budgétaire adéquat.

Pouvoirs. Lorsqu'un contrôleur est nommé conformément au présent article, ses pouvoirs sont déterminés par l'arrêté en conseil de nomination et toute personne qui exerce des fonctions administratives dans l'établissement est tenue de se soumettre aux directives de ce contrôleur dans les limites des pouvoirs qui lui sont attribués.

Contre-seing pour engagements. Aucun engagement ne peut être pris au nom de l'établissement ni

aucun déboursé effectué sans le contre-seing de ce contrôleur. Tout engagement pris en non conformité du présent alinéa est nul.

1974, c. 42, a. 58.

SECTION IX

RÈGLEMENTS

Réglementation. **173.** En outre des pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, le gouvernement peut faire des règlements pour:

a) établir des catégories de familles d'accueil et, au sein de chacune des catégories d'établissement fixées par la présente loi, des classes d'établissement et, au sein de chacune des classes, des types d'établissements et déterminer les activités que chacune de ces classes ou types d'établissements peut exercer et statuer sur les règlements qu'un conseil régional ou un établissement peut ou doit adopter;

b) statuer sur le contenu, la conservation et la consultation des dossiers ainsi que sur leur reproduction photographique;

c) déterminer les conditions et modalités d'admission et de sortie des bénéficiaires dans un établissement ou de leur prise en charge par une famille d'accueil suivant s'il y a lieu, la catégorie, la classe ou le type de l'établissement ou la catégorie de la famille d'accueil et fixer la composition des comités d'admission dans les centres d'accueil et les centres hospitaliers;

d) déterminer des critères relatifs à la résidence des bénéficiaires;

e) fixer les conditions minimums d'hygiène, de salubrité et de sécurité que doivent respecter les établissements et les familles d'accueil;

f) statuer sur le contenu et la forme de l'assurance de responsabilité visée à l'article 128 et des assurances contre l'incendie et les explosions ainsi que des assurances de responsabilité civile que les établissements doivent contracter et sur le montant minimum de ces assurances;

g) déterminer les conditions que doit remplir toute personne qui sollicite un permis et les renseignements qu'elle doit fournir;

h) déterminer la forme et la teneur des permis et fixer les honoraires exigibles pour leur délivrance;

i) établir des normes relatives au contenu obligatoire des plans d'organisation et des budgets des établissements, notamment, quant aux plans d'organisation, pour ce qui est de l'administration et des finances de l'établissement ainsi que, sous réserve, quant aux médecins et dentistes, des ententes conclues en vertu de la Loi sur l'assurance-maladie (chapitre A-29), de l'activité professionnelle et, quant aux budgets, pour ce qui est de l'admissibilité des dépenses et des

contrats d'approvisionnement et indiquer les modalités et les effets de l'approbation par le ministre;

j) obliger tout établissement à accueillir un vérificateur d'office nommé par le ministre ou à obtenir l'autorisation du ministre relativement aux emprunts faits par l'établissement, aux fonds de dotation, à l'acceptation d'un don conditionnel ou aux projets de construction ou de transformation de la manière et dans les circonstances qu'il identifie;

k) déterminer pour chaque catégorie et classe d'établissements ainsi que pour les conseils régionaux; les livres, comptes et statistiques qu'ils doivent tenir, les rapports et informations qu'ils doivent fournir au ministre, la vérification de ces rapports et l'époque à laquelle ils doivent être produits;

l) déterminer dans quelles circonstances certaines catégories d'établissement doivent mettre sur pied un comité de bénéficiaires ou de bénévoles et décrire le rôle de ce comité;

m) statuer, à l'égard des établissements, sur les emprunts, les comptes, honoraires ou frais de fourniture de services, d'équipement ou d'utilisation d'installations ainsi que les conditions des locations, des baux, des constructions d'immeubles et des aliénations de biens;

n) déterminer dans quelles circonstances les classes ou types de centres d'accueil ou de centres locaux de services communautaires qu'il désigne doivent nommer un directeur des services professionnels et indiquer les fonctions de celui-ci;

o) déterminer et identifier les centres hospitaliers qui doivent offrir et maintenir de façon ininterrompue un service d'urgence;

p) établir des règles que doivent suivre tous les établissements et toutes personnes y exerçant une occupation et prévoir des sanctions, pour éviter les conflits d'intérêt auxquels peuvent donner occasion des contrats de service ou d'approvisionnement entre ces établissements et une famille d'accueil ou une entreprise dans laquelle ces personnes détiennent un intérêt direct ou indirect.

Publication de projets de règlement.

Tout projet de règlement en vertu du présent article ou en vertu des articles 153, 159, 160 et 161 est publié par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration d'au moins quatre-vingt-dix jours suivant cette publication, il sera soumis pour approbation au gouvernement. Toutefois, le présent alinéa ne s'applique pas lorsque le règlement n'a pour but que d'indexer les montants, contributions ou allocations visés aux articles 153, 159, 160 et 161 suivant l'indice des rentes établi en conformité de l'article 117 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9).

1971, c. 48, a. 129; 1974, c. 42, a. 59; 1975, c. 61, a. 6; 1977, c. 48, a. 39.

Entrée en vigueur.

174. Tout règlement adopté par le gouvernement en vertu de la présente loi entre en vigueur à la date de sa publication dans la

Gazette officielle du Québec ou à toute date ultérieure qui y est fixée.
1971, c. 48, a. 130.

SECTION X

DISPOSITIONS D'ORDRE FINANCIER

Année financière. **175.** L'année financière d'un conseil régional se termine le 31 mars de chaque année; celle des établissements est fixée par règlement.

1971, c. 48, a. 131; 1977, c. 48, a. 40.

Contrat de rémunération. **176.** Le ministre peut conclure un contrat avec un établissement privé aux fins de le rémunérer, pour les services de santé ou les services sociaux qu'il dispense conformément au contrat, à un taux fixé forfaitairement par les règlements pour chaque catégorie d'établissement ou de services qu'ils désignent.

1971, c. 48, a. 133; 1974, c. 42, a. 60.

Remboursement de dépenses. **177.** Le ministre peut aussi, dans tous les cas où un taux forfaitaire n'est pas fixé par règlement conformément à l'article 176 convenir avec un établissement privé de lui rembourser en totalité ou en partie les dépenses qu'il encourt et qui sont admissibles en vertu des règlements et de lui verser en outre un honoraire d'administration correspondant à un pourcentage annuel, que fixent les règlements, calculé sur les dépenses d'opération encourues par l'établissement pour dispenser les services faisant l'objet de la convention. Ces montants peuvent être payés à l'établissement par versements anticipés ou périodiques.

1971, c. 48, a. 134; 1974, c. 42, a. 61.

Budget. **178.** Tout établissement public ainsi que tout établissement privé conventionné doit soumettre chaque année au ministre, avant la date que le ministre prescrit et conformément aux normes prévues par les règlements, son budget pour l'année financière suivante. Ce budget est sans effet tant qu'il n'est pas approuvé par le ministre.

Autorisation spéciale. En cas d'urgence ou de nécessité, le ministre peut autoriser spécialement un établissement à encourir des dépenses qui n'ont pas fait l'objet d'une approbation en vertu du présent article et, s'il y a lieu, consentir des avances à un établissement avant que cette approbation n'ait été donnée.

1971, c. 48, a. 135.

SECTION XI

INFRACTIONS ET PEINES

- Infractions et peines.** **179.** Quiconque enfreint l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au moins \$200 et d'au plus \$1,000 s'il s'agit d'un individu ou d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$5,000 s'il s'agit d'une corporation.
- Dispositions applicables.** La partie II de la Loi sur les poursuites sommaires s'applique.
1971, c. 48, a. 137.
- Administrateur, employé ou agent partie à l'infraction.** **180.** Lorsqu'une corporation commet une infraction à la présente loi ou à un règlement, tout administrateur, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour la corporation, que celle-ci ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.
1971, c. 48, a. 138.
- Poursuites.** **181.** Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.
1971, c. 48, a. 139.
- Exploitation sans permis.** **182.** Lorsqu'une personne a été condamnée pour exploitation d'un établissement sans permis, le ministre peut faire procéder à la fermeture immédiate de cet établissement et à l'évacuation des personnes hébergées, nonobstant appel.
1974, c. 42, a. 62.
- Appellations requérant permis.** **183.** Nul ne peut exploiter une installation sous un nom ou raison sociale incluant les mots «hôpital», «centre hospitalier», «centre d'accueil», «centre de services sociaux» ou «centre local de services communautaires» s'il ne détient un permis délivré conformément à la présente loi.
- Exception.** Toutefois, une personne peut exploiter une installation sous un nom ou raison sociale incluant les mots «hôpital vétérinaire» sans détenir un permis délivré conformément à la présente loi.
- Permis obligatoire.** Nul ne peut laisser croire, de quelque façon que ce soit, qu'il est

autorisé à exploiter un établissement s'il ne détient un permis délivré conformément à la présente loi.

1974, c. 42, a. 62; 1977, c. 48, a. 41.

SECTION XII

DISPOSITIONS FINALES

Application de la loi. **184.** Le ministre des affaires sociales est chargé de l'application de la présente loi.

1971, c. 48, a. 167.

L'article 88 de la présente loi sera abrogé lors de l'entrée en vigueur de l'article 23 du chapitre 48 des lois de 1977, à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 48 des lois annuelles de 1971, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 132, 136, 149, 159 à 163, 165, 166 et 168, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre S-5 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1971 LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 48

Chapitre S-5

LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX

LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1	1	
par. a) - h)	par. a) - h)	
par. h ¹)	par. i)	
par. i)	par. j)	
par. j)	par. k)	
par. k)		Abrogé 1974, c. 42, a. 1
par. l) - r)	par. l) - r)	
2 - 7	2 - 7	
7a	8	
8	9	
9	10	
10	11	
11	12	
12	13	
13	14	
14	15	
15	16	
15a	17	

L.Q. 1971, c. 48	L.R. 1977, c. S-5	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
16	18	
16a	19	
17	20	
18	21	
19	22	
20	23	
21	24	
22	25	
23	26	
24	27	
25	28	
26	29	
27	30	
28	31	
29	32	
30	33	
31	34	
32	35	
33	36	
34	37	
35	38	
36	39	
37	40	
38	41	
Section II A	Section III	
38a	42	
38b	43	
38c	44	

L.Q. 1971, c. 48		L.R. 1977, c. S-5	
ARTICLES		ARTICLES	REMARQUES
38 <i>d</i>		45	
38 <i>e</i>		46	
38 <i>f</i>		47	
38 <i>g</i>		48	
38 <i>h</i>		49	
Section II B		Section IV	
38 <i>i</i>		50	
38 <i>j</i>		51	
38 <i>k</i>		52	
38 <i>l</i>		53	
38 <i>m</i>		54	
38 <i>n</i>		55	
38 <i>o</i>		56	
38 <i>p</i>		57	
38 <i>q</i>		58	
38 <i>r</i>		59	
38 <i>s</i>		60	
38 <i>t</i>		61	
38 <i>u</i>		62	
38 <i>v</i>		63	
Section III		Section V	
39		64	
par. a) - b)		par. a) - b)	
par. b ¹)		par. c)	
par. c)		par. d)	
par. d)		par. e)	
40		65	
41		66	

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

L.Q. 1971, c. 48	L.R. 1977, c. S-5	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
42	67	
43	68	
43a	69	
43b	70	
43c	71	
44	72	
45	73	
46		Abrogé 1974, c. 42, a. 20
47	74	
48	75	
49	76	
49a	77	
50	78	
51	79	
51a	80	
52	81	
53	82	
53a	83	
54	84	
54a	85	
54b	86	
54c	87	
54d	88	
55	89	
55a	90	
56	91	
57	92	
58	93	

L.Q. 1971, c. 48	L.R. 1977, c. S-5	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
59	94	
60	95	
61	96	
62	97	
63	98	
64	99	
65	100	
66	101	
67	102	
68	103	
69	104	
70	105	
71	106	
71a	107	
72	108	
73	109	
74	110	
75	111	
76	112	
77	113	
78	114	
78a	115	
79	116	
80	117	
81	118	
82	119	
83	120	
84	121	

L.Q. 1971, c. 48	L.R. 1977, c. S-5	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
85	122	
86	123	
87	124	
88	125	
89	126	
90	127	
91	128	
92	129	
92a	130	
92b	131	
92c	132	
92d	133	
93	134	
93a	135	
Section IV	Section VI	
94	136	
95	137	
96	138	
97	139	
98		Abrogé 1974, c. 42, a. 51
99	140	
100	141	
101	142	
102	143	
103	144	
103a	145	
104	146	
105	147	

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

L.Q. 1971, c. 48	L.R. 1977, c. S-5	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
106	148	
107	149	
Section IV A	Section VII	
108	150	
109	151	
110	152	
111	153	
112	154	
113	155	
114	156	
115	157	
115 <i>a</i>	158	
116	159	
117	160	
118	161	
119	162	
Section V	Section VIII	
120	163	
121	164	
122	165	
123	166	
124	167	
125	168	
126	169	
127	170	
128	171	
128 <i>a</i>	172	
Section VI	Section IX	

L.Q. 1971, c. 48	L.R. 1977, c. S-5	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
129	173	
130	174	
Section VII	Section X	
131	175	
132		Omis
133	176	
134	177	
135	178	
136		Omis
Section VIII	Section XI	
137	179	
138	180	
139	181	
139 _a	182	
139 _b	183	
Section IX	Section XII	
140		Modification intégrée au c. S-3, a. 39
141		Inopérant 1972, c. 42, a. 56
142		Omis
143		Inopérant 1972, c. 44, a. 62
144 - 150		Omis
151		Modification intégrée au c. P-34, a. 1
152		Modification intégrée au c. O-2, Titre
153		Modification intégrée au c. O-2, a. 1

L.Q. 1971, c. 48

L.R. 1977, c. S-5

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
154		Modification intégrée au c. O-2, aa. 2-3
155		Modification intégrée au c. O-2, a. 4
156		Modification intégrée au c. O-2, a. 6
157		Omis
158		Modification intégrée au c. O-2, a. 9
159 - 163		Omis
164		Abrogé 1977, c. 48, a. 42
165 - 166		Omis
167	184	
168		Omis
Annexe		Abrogée 1974, c. 42, a. 65

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

